

SPÉCIAL DOUAI

éco 121

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

MAI 2026
#160
www.eco121.fr

D 28899 -160 - F: 7,50 €



COMMENT LE DOUAISIS REPENSE SON AVENIR ÉCONOMIQUE ?

DOSSIER
P.12

L'ancienne capitale des Mines retrouve une seconde jeunesse industrielle, portée par l'implantation de la gigafactory AESC et la mutation électrique de l'usine Renault. Le territoire mise aussi sur la carte tertiaire pour redynamiser un tissu socio-économique encore fragile. Eco121 porte ce mois-ci son regard sur le Douaisis.



→ EMDÉ EN PLEIN REBOND P.34 → CONCEPTSOL BRANCHE LES CENTRES ÉQUESTRES AU SOLAIRE P.35

La Banque du Quotidien

Gestion des comptes,
financements, placements.
Et si ma banque vivait à mon
rythme ?

La Banque du Quotidien, c'est simple.
Vos opérations courantes, vos comptes
privés et professionnels, vos moyens de
paiement, votre trésorerie... Tout y est
géré. Sans complication.

Un dispositif relationnel et commercial
complet, local, intégrant des experts en
flux, en financements et en placements,
capables de vous proposer des offres
adaptées à vos attentes.

Nos chargés d'affaires sont à votre disposition pour vous présenter
l'accompagnement qui répondra à vos besoins.



la Banque
des Entreprises
& du Dirigeant

Écosystème

Éco121 renoue ce mois-ci avec une pratique abandonnée depuis la crise Covid, celle de nos focus territoriaux.

Aujourd'hui, pleins feux sur le Douaisis, un territoire un peu oublié à 19 minutes de train de Lille. Un Hauts-de-France périphérique, pour paraphraser le géographe Christophe Guiluy, qui se bat pour faire valoir ses atouts, sa différence, sa qualité de vie. Il n'est que de déambuler dans le superbe Vieux Douai autour de la Scarpe canalisée pour se rendre compte d'un rythme bien plus apaisé que dans les grandes métropoles. Pour autant, le Douaisis change.

Après les grandes années logistiques il y a quinze ans, ce territoire encore fortement industriel incarne, certes à une échelle inférieure à Dunkerque, le même mouvement de régénération de son tissu économique autour de la mobilité électrique. Avec des enjeux considérables en termes d'emplois, de logement, d'attractivité pour capter de nouvelles populations. Y compris à travers une volonté de revitalisation commerciale et même touristique. Le défi reste entier, comme il l'est à l'échelle du pays : le pari du véhi-

cule électrique et de toute la filière qui l'accompagne n'est pas sans incertitudes, que la retentissante faillite du géant suédois Northvolt a soudainement mises en lumière. Le Douaisis incarne cette dialectique entre l'implantation de la gigafactory de batteries pour véhicules électriques AESC et ses 3 000 emplois annoncés et le pari de la tertiarisation d'un côté, la fermeture de l'équipementier Sogefi, un tissu commercial fragile et une fracture politique très perceptible lors des récentes municipales de l'autre.

L'ancienne capitale du bassin minier est à la croisée des chemins pour se réinventer un destin porteur. C'est là que l'ADN industriel de ce bassin d'emploi particulier peut faire la différence. Nous essayons humblement de le décrypter dans ce nouveau numéro. Bonne lecture !



Photo © GregLeduc

TENDANCES 4-11

- Flop : Fin programmée pour Thomsen à Wormhout
- Start up : Lifebloom lève 8 M€ pour son industrialisation

GRAND ANGLE 12-17

- Le Douaisis repense son avenir économique
- Xavier Lucas offre une cure de jouvence aux Hospices de Douai

TERRITOIRES 20-35

- La Banque des Territoires a signé un exercice 2025 record
- Méo-Fichaux ressuscite les cafés Legal
- Foodiz gobe Sushiman pour doubler
- Après 13 ans en redressement judiciaire, EMDÉ en plein rebond

ENTREPRENDRE 36-39

- Créateurs : Anemon Sensors à l'affût du gaz d'ammoniac industriel
- Innovation : Simaptic réanime la simulation médicale

DÉTENTE 46-48

- Éclats symphoniques
- Rêves d'Orient
- L'Arbre, un petit coin de paradis gourmand dans l'enfer du Nord

À PROPOS D'ECO121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collègues d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises. Le deuxième collègue, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et la Caisse d'Épargne Hauts de France qui contrôlent 33% des parts. Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collègue professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires. Multicanal, Eco121 est également présent sur le web (www.eco121.fr) où il diffuse un flux régulier d'actus et sur LinkedIn.

WWW.ECO121.FR

éco121

est édité par Ecopresse,
SAS au capital de 162 K€
Siret 528 819 485 00038
Siège social : Ecopresse - Parc Riveo
300 rue de Lille
59520 Marquette-lez-Lille
Tél. : 03 55 33 21 05 / www.eco121.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Olivier Verley
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Olivier Ducuing
RÉDACTRICE EN CHEF
Julie Kiavue

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO
Jonathan Blanchet
François Prillieux
DIRECTEUR ARTISTIQUE
Grégory Leduc

PUBLICITÉ
Rosset Conseil Médias
Tél. : 03 20 78 42 34
contact@rossetconseilmedias.fr

SECRETARIAT GÉNÉRAL
Nora Belfan
Tél. : 03 55 33 21 05

IMPRIMEUR
Imprimerie Jean-Bernard
Groupe Techniphoto
ZAC de Ravennes les Francs
Rue d'Amsterdam
59910 Bondues

ISSN : 2109-3792

CPPAP : 0527 I 08331

DÉPÔT LÉgal : à parution

1,7 MD€

C'est le montant investi par Bpifrance en Hauts-de-France l'an dernier en soutien à 6 935 entreprises. L'activité de la banque publique a permis de mobiliser près de 4 Mds€ de financements publics et privés. Elle a essentiellement soutenu le secteur de l'industrie avec 341 M€ mobilisés pour 638 entreprises. L'activité des Prêts Avec Garantie s'est élevée à 224 M€, celle des Prêts Sans Garantie à 348 M€ et l'activité du Court Terme a atteint 638 M€.



WILLEMSE PRIMÉE

La jardinerie familiale de Neuville-en-Ferrain Willemse annonce occuper la première place du palmarès annuel des meilleurs sites e-commerce, réalisé par le magazine Capital et l'institut Statista, dans la catégorie jardinerie.

Plus de 10 000 sites marchands ont été passés en revue, évalués sur des tests techniques réalisés par des analystes spécialisés et à partir d'une enquête consommateurs menée en ligne auprès de 3 000 cyberacheteurs.



VÉLO DIPLOMATIQUE

Le président Emmanuel Macron a choisi un vélo Axxome fabriqué par la société de Rouvignies Origine comme cadeau diplomatique offert au Premier Ministre grec Kyriákos Mitsotákis, lors de sa visite en Grèce les 24 et 25 avril. Un vélo de route en carbone monocoque, réalisé dans le bleu exact des couleurs de la Grèce. Une belle reconnaissance pour le savoir-faire exceptionnel de l'entreprise valenciennoise de 120 salariés.

Votre Top 5

LES ACTUS LES PLUS LUES SUR NOTRE SITE ECO121.FR

- 1 La plus vieille entreprise des Hauts-de-France sauvée
- 2 Thomas Lesaffre prend la tête de Fermentis by Lesaffre
- 3 Alain Leclercq prend la présidence du Crédit Agricole Nord de France
- 4 Citya Immobilier finalise le rachat de Square Habitat Nord de France
- 5 Hénin-Beaumont : satisfecit de la Chambre Régionale des Comptes

-17%

C'est la réduction du nombre d'allocataires du RSA dans le département du Nord en 6 ans, tombé désormais à 89 207 personnes.



MESA TRÉBUCHE

Le restaurant gastronomique du rooftop du bâtiment ShaKe d'Euralille est en redressement judiciaire depuis le 7 avril. La société emploie 24 personnes pour un chiffre d'affaires de 2,1M€.

CRÉDIT AGRICOLE

Alain Leclercq, 60 ans, succède à Gabriel Hollander à la présidence du Crédit Agricole Nord de France. Cet originaire du Pas-de-Calais a étudié à l'Institut de Genech. Il débute comme enseignant en économie-gestion, avant d'entamer une activité d'exploitant agricole. En 1996, il reprend l'exploitation familiale de polyculture et d'élevage laitier à Norrent-Fontes, dans l'agglomération de Béthune-Bruay. En parallèle, il devient en 1998 administrateur de la caisse locale de Crédit Agricole de Lillers et en assure la présidence de 2001 à 2017. En 2006, il devient administrateur de la caisse régionale. Il y préside le comité des risques (depuis 2018) et siège au comité d'audit. Il a par ailleurs exercé différents mandats au sein des filiales Square Habitat et Foncière de l'Erable. Enfin, il est également, depuis 2015, membre du conseil d'administration de la Fondation du Crédit Agricole Nord de France.



De son côté, **Jérôme Garnier**, 61 ans, devient président du conseil d'administration du Crédit Agricole Brie Picardie. Issu du milieu agricole, il rejoint la gouvernance mutualiste du Crédit Agricole Brie Picardie, en 2002, en tant qu'administrateur de la Caisse Locale de Lizy-sur-Ourcq. En 2008, le Senlisien devient administrateur de la Caisse régionale. Où il a occupé depuis de nombreux sièges dans les divers comités, risques, prêts, commission mutualiste, entre autres.

CENTRE OSCAR LAMBRET

Le Pr **Karim Fizazi** est le nouveau directeur général du Centre Oscar Lambret. Cet oncologue succède au Pr **Éric Lartigau**. Il a dirigé le département de Médecine Oncologique de l'Institut Gustave Roussy de 2005 à



2018. Nommé professeur des universités en 2009, il préside depuis 2019 le Groupe Français des Tumeurs Génito-Urinaires (GETUG) et occupe le poste de rédacteur en chef adjoint du *European Journal of Cancer*. À l'échelle européenne, il a été récemment élu directeur des politiques publiques de l'ESMO.



OPALIN

Martin Gosse de Gorre prend la suite de Hubert Brisset à la présidence de la coopérative linière Opalin. Ce dernier, agriculteur de Berles-Monchel, occupait le poste depuis 33 ans. Son successeur est agriculteur d'Ostreville. Ingénieur UniLaSalle, il est également chef de projet chez FGM Expert Farmer, entreprise d'expertise agronomique à La Rochelle, depuis 10 ans. Opalin compte 230 coopérateurs. Avec ses 50 salariés, la coopérative a réalisé 25 M€ de chiffre d'affaires.

FONDS RÉGIONAL DE GARANTIE

Bertrand Sgard prend la succession de Pascal Margerin à la tête du Fonds Régional de Garantie. Cet Essec a débuté comme directeur d'agence Entreprises à la Banque Populaire du Nord en 2006. Deux ans plus tard, il rejoint la Caisse d'Épargne Hauts de France comme directeur du centre d'affaires entreprises et économie sociale. Avant de prendre en 2015 la direction du marché secteur public. Depuis 2017, il était directeur du centre d'affaires entreprises, institutionnels et secteur public de l'Écureuil.



PRISM'EMPLOI HAUTS-DE-FRANCE

Jonathan Malbranque est élu président de l'organisation professionnelle des entreprises de travail temporaire et de recrutement Prism'emploi

PORTRAIT EXPRESS



FERMENTIS

Thomas Lesaffre

Un familial aux manettes

Thomas Lesaffre, 50 ans, diplômé de l'UTC et d'un executive MBA à l'INSEAD, a intégré le groupe Lesaffre en 2005 après une première expérience chez Accenture. Ingénieur de production chez Lesaffre Turquie à ses débuts, il rejoint ensuite la filiale espagnole avant de prendre la direction industrielle de Lesaffre en Argentine. Il devient Dg Italie en 2013 avant de poursuivre

sa carrière comme directeur marketing ingrédients de panification au sein de Marketing for Baking, le département chargé d'accompagner l'activité panification, dont il prendra la direction en 2022. Il est remplacé à ce poste par Edouard Gestat. Thomas Lesaffre est par ailleurs membre du Comex depuis 2022. Lesaffre, acteur mondial de la fermentation et des micro-organismes, emploie 11 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 3 Mds€. Sa filiale Fermentis accompagne les fabricants de boissons fermentées pour innover dans les solutions de fermentation et de caractérisation pour les boissons alcoolisées comme non alcoolisées.

Hauts-de-France. Après avoir fait ses premières armes dans la distribution, notamment comme attaché commercial chez Coca-Cola European Partners puis chef des ventes régional chez Forest Style, **Jonathan Malbranque** rejoint le secteur de l'emploi intérimaire. En 2015, il intègre l'agence leader en France Adecco comme directeur d'agence à Dunkerque. Deux ans plus tard, il devient en parallèle membre du comité de direction. En 2018, il est nommé directeur hub solutions à Dunkerque. Il rejoint par la suite Groupe Vitamine T comme directeur de la filiale JANUS, avant de prendre la direction intérim et compétences en 2024, son poste actuel.



HEMERION

Patrick Tricoli devient conseiller en stratégie et développement

chez Hemerion Therapeutics, jeune pousse fondée en 2020 et qui développe des solutions thérapeutiques innovantes contre le cancer. Ce docteur en pharmacie, diplômé de l'ESCP, a notamment dirigé la filiale américaine et le business development mondial de Nanobiotix et piloté la stratégie partenariale de la R&D de Sanofi dans le monde. Il est par ailleurs conseiller du commerce extérieur (CCE) pour la Nouvelle-Angleterre et dirige un groupe d'experts sur les flux d'investissement entre les États-Unis et la France dans les secteurs de la biotechnologie et de la santé. Installé de longue date à Boston, **Patrick Tricoli** accompagnera Hemerion dans son déploiement aux États-Unis et dans la signature de nouveaux partenariats stratégiques.



LE
TOP

DG CÂBLES TIRE UNE CROISSANCE XXL



En trois ans, elle a plus que doublé de taille. Passant de 100 à 260 salariés pour 15 M€ de chiffre d'affaires fin 2025, contre 6 M€ en 2022, année durant laquelle elle est reprise par Antoine Bécart. L'entreprise DG Câbles, spécialisée dans l'installation, le tirage et le raccordement de chemins de câbles, est en plein développement. Si bien qu'elle se trouve aujourd'hui à l'étroit dans les locaux qui l'ont vu naître en 2013 à Houdain. Fin 2027, elle installera son siège social et l'essentiel de son activité au sein d'un bâtiment de quelque 1 600 m² à Bapaume. Une localisation choisie entre autres pour faciliter les déplacements des salariés qui travaillent dans toute la France mais aussi à l'international, notamment en Allemagne. Les fonctions support resteront à Houdain. Une fois son projet achevé, Antoine Bécart ambitionne de développer des activités complémentaires. A suivre.



"2026 SERA L'ANNÉE DU NUMÉRIQUE"

Le credo du directeur régional de la Banque des territoires (CDC)

Olivier Camau, qui s'attend à la multiplication de projets majeurs de Data Centers en région (lire également P.20).



"JE NE CONNAIS PAS D'ENTREPRISES QUI FONT DES INVESTISSEMENTS DE PLUSIEURS DIZAINES DE MILLIONS D'EUROS SI C'EST POUR PARTIR PLUSIEURS MOIS APRÈS"

Rafik Amrane, le directeur opérationnel d'Opella, fabricant de Doliprane à Compiègne (500 salariés), sur ICI Picardie, à l'occasion des 60 ans de l'entreprise.

LE
FLOP

WORMHOUT : FIN PROGRAMMÉE POUR THOMSEN



Le fabricant de pots de fleurs pour horticulteurs Thomsen ne sera bientôt plus. Sa maison-mère, le groupe hollandais Modiform, a annoncé l'arrêt progressif des activités de moulage de pots en plastique par injection de l'entreprise basée à Wormhout, près de Dunkerque. « *Le marché des pots s'est structurellement dégradé ces dernières années en partie en raison de la hausse significative des coûts et de la baisse de la demande* », a justifié le groupe dans un communiqué. La direction entend mettre en place un dispositif d'accompagnement, incluant un plan social et un soutien à la reconversion professionnelle, des 34 salariés. Au pic de son activité, l'usine a produit jusqu'à 1 million de pots par jour, commercialisés au nord de l'Europe, notamment aux Pays-Bas, en Allemagne, mais aussi en Italie, au Portugal ou encore aux Etats-Unis. Selon le site Pappers, Thomsen a réalisé 14,5 M€ de ventes en 2024.

“IL VA Y AVOIR DES CONSÉQUENCES POUR NOS ÉCONOMIES, C’EST SÛR”

Le pronostic d’**Olivier Gavalda**, même si la crise au Moyen Orient devait s’achever rapidement. Le directeur général de Crédit Agricole SA était à Lille à l’occasion du départ du président de la caisse régionale Gabriel Hollander.



“NOS DÉPENSES SONT CERTAINES ET CROISSANTES ALORS QUE NOS RECETTES SONT CYCLIQUES ET VOLATILES”

Le propos introductif lors de la session budgétaire de

Loïc Cathelain, Monsieur Budget au Département du Nord (lire aussi p.24).

“ON DOIT ÊTRE UN CATALYSEUR DE NOTRE ÉCOSYSTÈME POUR FAIRE ÉMERGER DES CHAMPIONS”,

Emmanuel Durand, directeur d’Euratechnologies, à l’occasion du lancement de son accélérateur présenté comme ultra-sélectif « The Square ».



“C’EST EXACTEMENT CE TYPE DE SOLUTION QUE L’EUROPE DEVRAIT SOUTENIR DANS LA PERSPECTIVE D’ACCÉLÉRER LA DÉCARBONATION INDUSTRIELLE”,

le credo enflammé du commissaire européen au climat et la neutralité carbone **Wopke Hoekstra**, à l’issue d’une visite à Dunkerque chez Ecocem, leader européen du ciment bas carbone.

7 MAI : Dunkerque Digital Day, Digital Lab d’ArcelorMittal, 8h - 12h

19 MAI : Cité du Management « Développer son pouvoir d’agir dans un monde en polycrise » avec Matthieu Dardaillon (Ticket for Change), Cité des Echanges, 16h - 18h

21 MAI : Ateliers « L’IA en agroalimentaire : maîtriser l’IA générative pour vos projets d’innovation », Cluster NSL et Eurasanté, HUB Eurasanté, 14h - 17h

22 MAI : Point sur l’actualité économique et sociale (réservé aux adhérents MEDEF Lille), Cité des Echanges, 8h - 9h30

2 JUIN : Salon Agro Hauts-de-France, Artois Expo à St-Laurent-Blangy, 9h - 18h

3 JUIN : Les rencontres BtoB Industrie de CCI Littoral Hauts-de-France et Collectif Dunkerque Services Industries, Espace Jean Monnet à Bourbourg, 8h - 12h

4 JUIN : Forum franchise Hauts-de-France, Artois Expo Arras, 9h30 - 17h

SPECIAL DOUVAISIS

Adrien Mercier

le geek qui tutoie les géants de la tech

Du petit logiciel créé pendant ses études, le Nordiste en a fait une référence internationale incontestée dans l'univers informatique. Portrait d'un entrepreneur à la tête, presque malgré lui, d'une communauté fidèle de plusieurs millions d'utilisateurs dont Microsoft ou encore la NASA.

L'histoire commence au début des années 2000, dans une petite chambre universitaire à Oklahoma City, aux Etats-Unis. Adrien Mercier, étudiant lillois, y enrichit sa formation en informatique. À ses heures perdues, le jeune homme revêt sa veste de « *Jacky Bidouille* ». « *Mes colocataires étaient très bruyants et m'empêchaient de dormir, alors je m'amusais à « tuner » mon PC qui plantait souvent. Je me suis dit qu'il me fallait un outil capable de prédire ses bugs* ». Sitôt dit, sitôt fait : il développe son propre logiciel. Un outil qui, grâce à un calcul hyper pointu, vérifie la fiabilité et la stabilité de chaque composant présent dans un ordinateur. C'est la naissance d'OCCT. Diplôme en poche, Adrien Mercier

est de retour dans le Nord fin 2003. Il débute chez 3Suisses comme ingénieur système, responsable des postes de travail du groupe et de ses enseignes. Tout en réalisant en parallèle des mises à jour fréquentes pour parfaire son logiciel, disponible gratuitement sur un forum spécialisé. Et sans que son créateur ne s'en aperçoive, OCCT fait des émules. Jusqu'à franchir le million de téléchargements annuels dans le monde ! « *Comment je m'en suis rendu compte ? J'ai eu une alerte d'OVH m'annonçant que leurs serveurs étaient en surchauffe !* », sourit ce père de trois enfants. Au fil des années, ses utilisateurs se diversifient. Adrien Mercier voit affluer les appels entrants de professionnels, pour qui il fixe un abonnement à 150 €. Parmi ses clients, l'un

d'entre eux ne passe pas inaperçu : Microsoft. Depuis lors, la multinationale américaine de Bill Gates utilise OCCT tous les trois à cinq ans pour tester et vérifier le prototype de ses consoles Xbox.

RÉFÉRENCE MONDIALE

2019 marque un tournant dans l'histoire d'OCCT. Mais aussi pour son fondateur, alors chef de projet chez CGI Finance, filiale de Société Générale. Car lorsqu'il met en ligne la V5 de son logiciel, cette fois le compteur s'emballe. OCCT est téléchargé deux millions de fois ! « *Ce n'est qu'à ce moment que je me suis dit que je pouvais peut-être m'y consacrer à 100%* », admet l'informaticien de 44 ans. Deux ans plus tard, il crée la société OCBASE à Douai, où il réside avec sa famille.





PARTOUT DANS LE MONDE OÙ
IL Y A UN PC, IL EST FORT
POSSIBLE QU'IL Y AIT OCCT !

Installé dans son grenier, il passe ses journées à moderniser son outil et développer une licence payante pour les professionnels. Ses revenus deviennent récurrents. Objectif atteint. Tandis qu'OCCT continue de gagner en notoriété. Jusqu'à devenir la référence mondiale des tests de stabilité de PC.

Mais seul à bord, Adrien Mercier se retrouve vite submergé. Il toque à quelques portes, se forme à la gestion d'entreprise, se crée un réseau. Il rencontre les équipes de Hodefî dont il sera l'un des lauréats 2023. Avant d'intégrer également la promo du Réseau Entreprendre Hainaut (dont il deviendra prochainement l'un des parrains), puis celle des Leadexport 2024. La même année, BPI accorde au Nordiste un prêt innovation de

100 K€. De quoi lui permettre de se constituer une trésorerie, d'embaucher ses premiers salariés et d'installer OCBase à l'Arsenal de Douai.

12 MILLIONS DE TÉLÉCHARGEMENTS

Désormais, l'entreprise est présente dans 50 pays et compte plus de 350 clients professionnels. Dont les mastodontes Lenovo, Asus, Médion, Nintendo, Rolex et même... la NASA. Son outil est aussi utilisé dans des secteurs stratégiques comme celui de la défense (notamment aux Etats-Unis) et de la santé, entre autres. Bref, « partout dans le monde où il y a un PC, il est fort possible qu'il y ait OCCT », estime le dirigeant, à la tête d'une dizaine de salariés, dont deux à Taiwan, pour un chiffre d'affaires (tenu secret) qui double tous les ans. En 2025, son

logiciel a été téléchargé pas moins de 12 millions de fois.

Par ailleurs, OCBase vient de conclure un contrat majeur avec Intel, second fabricant mondial de semi-conducteurs, pour l'accompagner dans l'amélioration des performances de ses processeurs. « Aucune marque ne doute de notre légitimité. On distance tout le monde », assure, non sans fierté, Adrien Mercier. Qui détient toujours 100% du capital d'OCBase. « Personne n'a déjà essayé de nous racheter... et tant mieux car je serais gêné de lui dire non, quel que soit son prix ! » ■ Julie Kiavué

BIO EXPRESS

44 ANS

2004 : INGÉNIEUR SYSTÈME
SUISSES

2011 : INGÉNIEUR CONSULTANT
ECM INEAT GROUP

2015 : CHEF DE PROJET CGI
FINANCE

2021 : FONDATEUR OCBASE

2023-2024 : LAURÉAT HODÉFI,
RÉSEAU ENTREPRENDRE HAINAUT,
LEADEXPORT



Exosquelette

Lifebloom lève 8 M€ pour financer son industrialisation

La medtech nordiste Lifebloom, fondée en 2019 par Damien Roche, a développé un fauteuil exosquelette dédié à l'aide à la marche et à la station debout. Baptisé Oxilio, le dispositif allège le poids du corps jusqu'à 80 % pour faciliter la verticalisation. Il s'adresse aux particuliers, pour un usage à domicile, ainsi qu'aux établissements de santé, dans le cadre d'une rééducation fonctionnelle et de la récupération d'une marche autonome des patients. Pour industrialiser sa solution, la

jeune pousse lilloise, incubée à Eurasanté, vient de lever 6 M€ auprès d'un consortium de family offices, d'entrepreneurs et d'investisseurs privés. Une enveloppe complétée de 2 M€ de fonds non-dilutifs accordés dans le cadre du plan France 2030.

DOUBLER DE TAILLE

Le dirigeant fondateur, ingénieur de formation, entend dans les prochains mois accélérer le déploiement de son fauteuil innovant dans l'Hexagone et en Europe. Sur sa feuille de route, équiper une trentaine

d'établissements de santé en 2027, déménager sur un nouveau site de 1 000 m² à Villeneuve d'Ascq et doubler ses effectifs, passant de 10 à 20 personnes d'ici à la fin 2026. Et dans les trois ans à venir, permettre à 1 000 patients de retrouver une position debout grâce à sa thérapie.

Dans le monde, 132 millions de personnes sont incapables de marcher sans assistance, même avec un déambulateur, suite à un accident, une maladie ou à cause du vieillissement. En France, elles sont plus d'un million dans ce cas. Un véritable « enjeu de santé publique », estime Damien Roche, qui espère un remboursement de sa solution par l'Assurance maladie à terme, via un modèle de location longue durée. Son fauteuil-exosquelette a reçu sa validation clinique à l'APHP Pitié-Salpêtrière, après avoir permis à des patients post-AVC de multiplier par 6 leur temps d'activité debout ■



Save the date !

Jusqu'au 22 juin

Début avril, EuraTechnologies a dévoilé **The Square, son nouvel accélérateur** "ultra-sélectif dédié aux fondateurs ambitieux", souligne Emmanuel Durand, président. Ce nouveau programme d'accompagnement se veut "profondément individualisé" pour à terme faire émerger "les futurs leaders de marché". Les candidatures pour la première promo sont ouvertes jusqu'au 22 juin. Celle-ci sera composée de 10 start up pour 6 mois d'accélération.

Rendez-vous sur thesquare.euratechnologies.com

Réemploi

Le Fourgon met le cap sur l'Europe

Cinq ans après sa création, le spécialiste de la livraison et récupération de produits consignés Le Fourgon franchit les frontières du pays. La société de Wambrechies, cofondée par Charles Christory, réalise une double implantation en Europe. La première, pas très loin de chez nous, s'est faite à Liège en Belgique où Le Fourgon dit rencontrer « une tendance très prometteuse » pour son service de consigne. Celui-ci s'organise dans un rayon de 50 km autour de son entrepôt, avant d'être dupliqué dans d'autres villes belges. Si cette première greffe prend, les dirigeants envisagent d'ouvrir les zones autour de Bruxelles, Anvers ou bien Gand. Pour sa seconde implantation européenne, Le Fourgon a misé sur l'Espagne. Il reprend la société Re-Pot Market basée et née à Barcelone il y a six ans. Celle qui revendique 2 000 clients, pour 1 M€ de chiffres d'affaires avec cinq salariés,

sera prochainement rebaptisée La Furgó. L'entreprise nordiste vise un million de contenants réemployés dans les douze prochains mois, contre 400 000 à date, et la création d'une vingtaine de nouveaux emplois sur place. L'an prochain, Le Fourgon projette une arrivée dans de nouvelles villes espagnoles comme Valence et Madrid. Les deux cofondateurs de Re-Pot Market rejoignent le nouvel ensemble. Cette stratégie de développement à l'international sera désormais pilotée par Juliette Poirer, cofondatrice de La Tournée, concurrent francilien du Fourgon, repris par ce dernier fin 2025. En France, Le Fourgon a démarré avec la consigne de boisson. Aujourd'hui, l'entreprise propose un large choix de conserves, condiments, aliments secs mais aussi de produits d'entretien. Elle emploie 400 personnes au sein de 18 entrepôts et dessert 3 000 villes, soit 45% du territoire national ■

1,2 M€

C'est le montant que vient de lever Label4.AI auprès de business angels pour se lancer dans l'Hexagone et en Europe. L'entreprise, créée en 2024 par des chercheurs de l'INRIA et du CNRS Lille entre autres, a développé des algorithmes qui détectent les deepfakes (images, vidéos, audios ou encore documents) générés par l'intelligence artificielle. Sa solution s'adresse aux acteurs publics et privés. Label4.AI a également mis au point une technologie de marquage indélébile des contenus produit par l'IA.

Financée à 100%

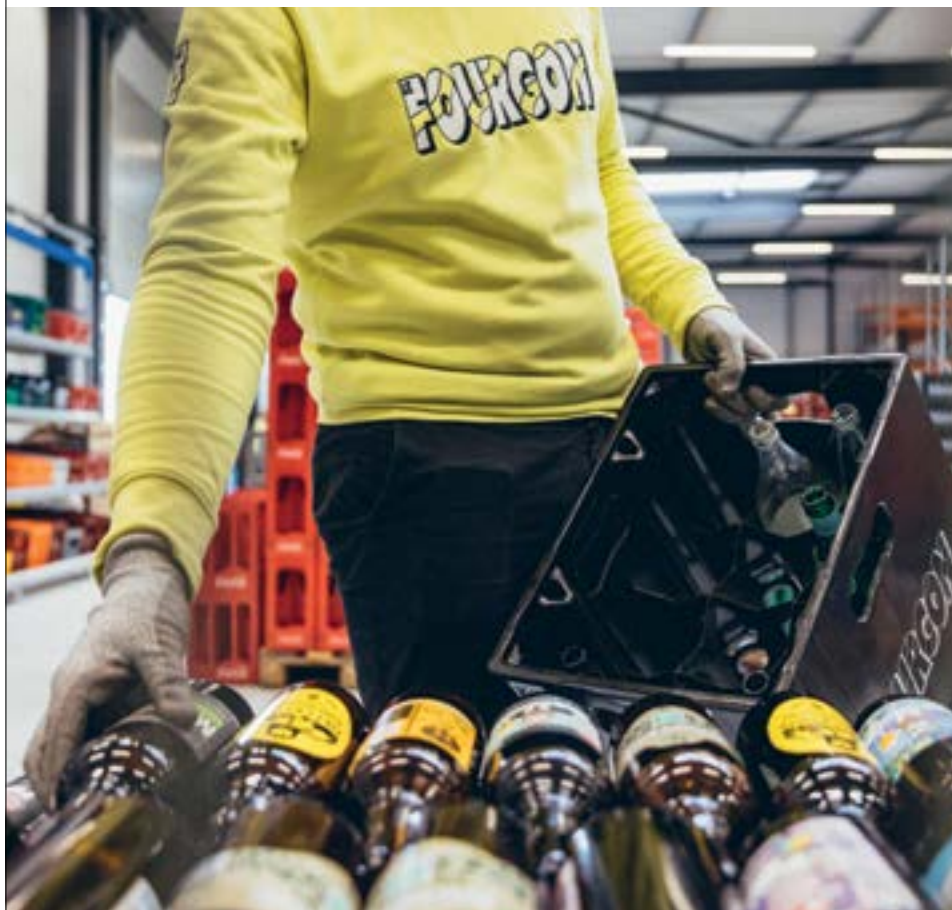
« Désormais : freiner en fauteuil roulant n'est plus une option. » Colin Gallois a annoncé la nouvelle sur sa page LinkedIn. Sa société Eppur, à la tête des premiers systèmes de freinage pour fauteuils roulants, vient de recevoir l'arrêté du Ministère de la Santé concernant l'inscription de sa paire de roues Dreeft sur la liste des produits et prestations remboursables par la Sécurité sociale. L'innovation lilloise le sera à 100%. Inspirées des vélos hollandais, les roues



Dreeft intègrent un système de freinage par rétro-pédalage, permettant à l'utilisateur d'actionner un frein en tirant la main courante légèrement vers l'arrière. Une première mondiale, fabriquée en France, adaptée à tout type de fauteuils roulants et vendue dans une vingtaine de pays.

VR sobre

Ordinateurs puissants, serveurs et équipements réseau énergivores, climatisation... l'architecture technique des arènes de réalité virtuelle ont une empreinte énergétique non négligeable. Hologame, spécialiste de la conception et l'exploitation de solutions de réalité virtuelle, a mis au point un modèle alternatif pour accompagner les centres de loisirs dans la réduction de leur consommation. L'entreprise de Tourcoing, fondée en 2019, a ainsi repensé l'architecture technique en supprimant les ordinateurs individuels et en optimisant l'infrastructure réseau. Résultat, pour une arène de 12 joueurs, la consommation réelle atteint 0,92 kW (climatisation incluse), soit près de 2 200 kWh par an et environ 3 400€ sur 7 ans d'exploitation. Contre près de 9,5 kW, soit plus de 22 800 kWh par an et environ 35 K€ sur 7 ans d'exploitation pour une installation classique.





LE DOUAISIS REPENSE SON AVENIR ECONOMIQUE

Eco121 choisit dans ce numéro de porter ses feux sur un territoire de la région, le Douaisis. Si tout observateur attentif de la vie économique régionale est très conscient de la mutation XXL qui s'opère à Dunkerque, l'arrondissement de Douai connaît aussi, mais plus discrètement, une mue d'envergure poussée par l'implantation de la gigafactory AESC. Bienvenue dans le Douaisis, un territoire qui cherche à repenser son avenir vers l'industrie décarbonée et le tertiaire. Vous retrouverez également tout au long de ce numéro des articles consacrés à des acteurs ou des entreprises du Douaisis dans nos différentes rubriques, à l'exemple du portrait d'Adrien Mercier, fondateur de l'ovni numérique OCBASE, ou encore des développements photovoltaïques de la société ConceptSol à Roost-Warendin.



Ci-contre le nouveau quartier d'affaires Euradouai, à proximité de la gare, qui incarne la volonté de renouveau économique du territoire.

TEXTE OLIVIER DUCUING

Douai-Lille : 39 kilomètres en voiture. 19 minutes avec les trains les plus rapides. Mais en dépit de cette grande proximité, l'arrondissement du Douaisis vit des évolutions importantes en toute discrétion, un peu à l'ombre de la grande métropole régionale. Celle qui fut l'ancienne capitale du bassin minier, qui centralisait la direction et le management supérieur des Houillères, a gardé de cette époque opulente, désormais ancienne, une douce langue provinciale, et un patrimoine bâti à l'architecture remarquable. Les Mines et leurs cadres dirigeants ont disparu depuis longtemps, laissant la place à un mastodonte industriel, Renault, lui-même en pleine métamorphose vers l'électrique. C'est là la première mutation spectaculaire du territoire autour de la mobilité électrique. Après avoir produit 11 millions de voitures en 50 ans (dont 157 000 en 2025), l'usine et ses 2 800 salariés sont désormais dédiés à la production de seuls véhicules électriques, à commencer par la R5 E-Tech, au succès spectaculaire : l'an dernier, elle aura été le véhicule électrique le plus vendu en France. Mais Renault a profondément remanié son outil de production avec une plateforme unique, un site industriel densifié : la marque au losange a ainsi cédé 148 hectares de terrain à Douaisis Agglo en 2021. « On a mis 45 M€ sur la table, on a démolé des bâtiments avec l'EPF, ça a libéré du terrain et on a pu accueillir ainsi la gigafactory AESC », se réjouit Christian Poirer, président de la communauté d'agglomération depuis 17 ans. Une implantation majeure pour le territoire : 1,3 milliard d'euros d'investissement pour une perspective de 3 000 emplois, autour d'une technologie nickel-manganèse-cobalt (NMC). L'agglo se positionne en outre avec son potentiel foncier pour transformer l'essai à travers l'accueil de sous-traitants de la filière de la batterie.

ACTION COLLECTIVE SUR L'EMPLOI ET LES COMPÉTENCES

L'impact de ce renouveau sur l'emploi est déjà perceptible avec 900 postes occupés chez AESC et un recrutement toujours actif. L'implantation imminente d'un gros acteur logistique sur 6 hectares, avec 300 emplois, devrait encore dynamiser l'emploi local. Le taux de chômage de l'arrondissement s'est au reste nettement amélioré ces dernières années, passant de 13% en 2018 à 11,2%, mais toujours supérieur à la moyenne régionale (9,3%). Un chiffre un peu trompeur car alourdi par la situation plus difficile du territoire voisin de Cœur d'Ostrevent (autour d'Aniche-Somain). Aujourd'hui, quelques tensions apparaissent, mais encore limitées. « Nous créons une action collective territoriale sur l'emploi et les compétences, en s'adressant à Douaisis Agglo, avec les acteurs de l'emploi, les DRH des Pme du territoire, pour travailler sur les besoins. Il y a par exemple un manque crucial d'opérateurs de maintenance », observe Sébastien Basile, délégué général du Medef Douaisis, lui-même présidé par Louis-Philippe Blervacque. En revanche, les craintes de voir l'emploi qualifié des Pme se faire aspirer par AESC sont pour l'heure démenties.

COMBLER LE DÉFICIT TERTIAIRE

Un autre secteur devrait générer de l'emploi dans les prochaines années : le tertiaire, aujourd'hui sous-représenté. Le nouveau quartier d'affaires de 40 hectares Euradouai, implanté sur une ancienne friche en bordure de gare, incarne ce pari. L'agglo a misé gros sur ce projet, complété d'une passerelle jouxtant le centre et les quartiers (16 M€), d'un parking silo (12 M€) déjà existants, sans compter voirie et mail paysager (prévu pour la fin d'année), entre autres. Etat et département ont cofinancé cette ambition forte du territoire. Le site accueillera un hôtel 4* Mercure et un aparthotel Adagio, soit 144 chambres mais aussi 18 000 m² de surfaces de bureaux et d'habitat accessible. On y trouvera aussi une maison de l'entreprise, qui réunira nombre d'organismes liés au développement économique pour en faire une sorte de guichet unique. Déjà plusieurs structures y sont implantées comme un cabinet de commissaires de justice ou encore le nouveau siège

L'arrondissement de Douai en chiffres

245 000 habitants (dont 149 000 pour Douaisis Agglo)

476 km² ;

Part de l'emploi industriel : 19% (fin 2023, source URSSAF)

Taux de chômage : 11,2 % (T3 2025)

Principaux employeurs : Renault, Hôpital de Douai, AESC, Maisons & Cités, Auchan



Le commerce douaisien se retrouve les manches

Dents creuses, cellules à l'abandon depuis de nombreuses années, pompe aspirante des grands centres commerciaux voisins : les difficultés du commerce douaisien sont bien identifiées depuis des années. « *Nous sommes la ville de France qui a la plus forte concurrence de périphérie* », décrit le maire (PS) Frédéric Chéreau. Il s'était déjà emparée du sujet lors du précédent mandat à travers une politique volontariste de rachats directs de bâtiments en vue de leur revitalisation commerciale. A ce jour, la commune possède déjà une quinzaine de cellules et compte poursuivre, notamment sur les îlots Bellain et La Madeleine, au titre du programme Action Cœur de Ville. C'est dans cette même logique que la mairie a pu reloger le Furet du Nord (ci-contre) dans un bâtiment rénové.

Pas question pourtant de tout réhabiliter, il s'agit plutôt de densifier les axes les plus passants et dotés d'un bâti commercial continu. Pour le maire, le taux facial de vacance commerciale, de plus de 20% doit être réinterprété à l'aune des nombreuses cellules qui n'ont aucune vocation à être réutilisées ou qui sont en très mauvais état et avec des loyers élevés.

La ville se dit prête à travailler avec Fonsalia, la foncière de la Banque des Territoires, mais estime que cette dernière veut faire porter tout le risque sur la commune. Du coup, la collectivité travaille aujourd'hui plutôt avec l'Etablissement Public Foncier avant de revendre à la découpe à l'issue de l'opération : « *On garde le commerce et on vend le logement* », explique le maire, qui estime « *qu'il manque une SEM dans le territoire* ».

Face aux difficultés, « *on n'est pas resté les bras ballants* », considère de son côté la dynamique présidente de l'Union Commerciale de Douai, Sylvie Debreyne, qui regroupe 160 des quelque 400 commerçants de la ville. « *On a la chance d'avoir beaucoup d'indépendants, c'est une vraie richesse en métier de bouche comme d'habillement, et le commerce se renouvelle avec de plus en plus de commerces autour du plaisir, du bien-être, de bars à thèmes* », décrit-elle, tablant aussi sur un renouvellement de population qui pourraient apporter les grandes implantations récentes. L'UCD organise une animation chaque mois, comme récemment un grand défilé de mode organisé sur la place d'armes avec les boutiques du centre ville. « *La ville est sur de bons rails. Le nombre de commerces occupés s'accroît et d'autres vont ouvrir dans les prochains mois sous le pilotage de la mairie* », se réjouit le premier magistrat qui se déclare résolument optimiste pour sa commune.

du bailleur Maisons & Cités, héritier des logements miniers. Quel calendrier pour le déploiement complet du quartier ? « *Je ne suis pas pressé, on ne fera pas n'importe quoi*, répond Christian Poirét. *Il nous faut du qualitatif, des sièges sociaux, au-delà de la location classique* ». Mais le tertiaire est aussi porté par la grande école d'ingénieurs IMT Douai, qui pilote un projet ambitieux de « *Maison de l'Innovation* », et son alter ego du secondaire l'Institution Saint Jean, qui a du reste ouvert sa propre business school depuis trois ans, mais aussi nombre de développements touristiques ou de loisirs tels que le futur hôtel de luxe Royal Mirabeau (lire supra), ou Orionis (planetarium), le musée Arkeos, le centre aquatique Orceane, ou, dans l'agglomération voisine, le Centre Historique Minier et ses 170 000 visiteurs annuels.

“ON S'EST MIS D'ACCORD POUR SE VOIR TOUS LES DEUX MOIS”
CHRISTIAN POIRET

veau mandat pourrait augurer aussi une nouvelle façon de tracer la route ensemble : « *on s'est mis d'accord pour se voir tous les deux mois* » à l'occasion de l'élection à la présidence de Douais Agglo, rapporte Christian Poirét. De quoi pouvoir faciliter les projets et « *appuyer plus vite sur le bouton* », pour paraphraser ce dernier.

VERS UNE NOUVELLE GOUVERNANCE

Reste une difficulté non négligeable à l'échelle d'une agglomération de 150 000 habitants. « *Le maire de la ville centre et le président de l'agglomération ne se parlent pas, c'est un problème* », expose un acteur public. Dans les milieux patronaux, on reconnaît aussi une « *mésintelligence* » entre les deux acteurs, qui freine un peu les projets. Christian Poirét, par ailleurs président du Département et maire de Lauwin-Planque, nuance en soulignant des périmètres de compétences différents.

Frédéric Chéreau, lui, reconnaît un obstacle, notamment sur les sujets comme le logement où ville et agglomération doivent être côte à côte. Mais le nou-



La gigafactory de batteries AESC investit 1,3 Md€ dans son usine appelée à employer 3 000 salariés à terme.



LE DJURDJURA

LE FLEURON BERBÈRE AU CŒUR DE DOUAI



Offrez à vos équipes un moment de convivialité aux saveurs authentiques au cœur du Douaisis.

Le Djurdjura accompagne les entreprises locales en proposant une large variété de couscous et de tajines, généreusement servis dans des plats traditionnels en terre. Agneau, bœuf, poulet... chaque recette est préparée avec soin, accompagnée de légumes frais et d'une semoule parfaitement travaillée.

Idéal pour vos déjeuners d'affaires, repas d'équipe ou événements professionnels, notre cuisine invite au partage et à la détente.

Commencez par une sélection d'amuse-bouches subtilement épicés, puis laissez-vous porter par un voyage culinaire qui se conclut par un thé à la menthe parfumé, accompagné de délicieuses pâtisseries traditionnelles au miel.

Le Djurdjura, une adresse chaleureuse pour rassembler vos collaborateurs autour d'une expérience gourmande et fédératrice dans le Douaisis.

DÉCOUVREZ TOUTE LA MAGIE
DE L'ART CULINAIRE DU MAGHREB :
UNE CUISINE HAUTE EN COULEURS,
DES SAVEURS INIMITABLES
POUR TOUS VOS ÉVÉNEMENTS...



Possibilité de privatiser tout ou une partie du restaurant pour tous vos événements professionnels et vos repas d'affaires dans un cadre chaleureux et dépaysant. Bénéficiez d'une organisation sur mesure, pensée pour des moments conviviaux et pleinement réussis.

RÉSERVATION SOUHAITÉE

370 place du Barlet - Douai - 03 27 88 74 65
www.djurdjura-douai.com   LeDjurdjura

Les institutionnels

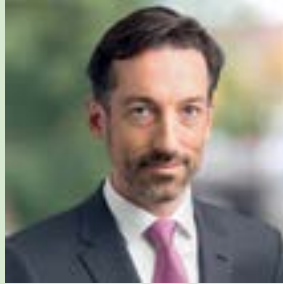


CHRISTIAN POIRET

Maire de Lauwin-Planque (1 600 habitants) jusqu'en 2022
Président de la CAD et du conseil départemental du Nord

FRÉDÉRIC CHÉREAU

Maire de Douai (39 658 habitants)



FRÉDÉRIC DELANNOY

Maire d'Hornaing (3 600 habitants)
Président Agglo Cœur d'Ostrevent (70 000 habitants)



QUI SONT LES ACTEURS DU TERRITOIRE ?



JEAN-FRANÇOIS CAMPION

Directeur général de Maisons et Cités à Douai
Premier bailleur régional, 64 630 logements dans le Nord - Pas-de-Calais
850 salariés, 343 M€ de C.A



RÉGIS FRANÇOIS

Directeur de l'usine Renault Douai
156 746 véhicules produits en 2025 (+ 74% en un an)
2 800 salariés



CÉCILE FASULO

Directrice de l'école d'ingénieurs IMT Nord Europe à Douai
2 200 élèves, 364 salariés dont 124 enseignants-chercheurs
60,3 M€ de budget



AMAURY LEFORT

Dg du groupe familial Indelec à Douai, leader mondial de la protection contre la foudre
350 employés, 60 M€ de C.A

Les entreprises

JIMMY BILS

Président du groupe familial de transport et logistique Bils Deroo à Sin-le-Noble
1 500 salariés, 150 M€ de C.A



JEAN-MARIE CHUEPO

Directeur coordinateur de l'Institut Saint-Jean et de la Business School Saint-Jean International Campus à Douai

L'enseignement

LOUIS-PHILIPPE BLERVACQUE

Président du Medef Douaisis
Dirigeant du groupe d'ingénierie
environnementale Auddicé à
Roost-Warendin
160 salariés, 15 M€ de C.A



MURIELLE LAPAGE

Présidente de la Commission
TERritoriale (COTER) de la CCI
Dirigeante des Autocars Lapage
à Orchies

Les réseaux



SYLVIE DEBREYNE

Présidente de l'Union
des Commerçants
de Douai (soit 160
commerçants)
Dirigeante du
restaurant l'Entracte à
Douai

La culture



LUC PIRALLA

Directeur-conservateur du Centre
Historique Minier à Lewarde
171 200 visiteurs, 80 salariés,
6 M€ de budget



PIERRE BONNAURE

Directeur de la Chartreuse
de Douai
30 000 visiteurs

PHILIPPE BERNOLD

Directeur musical de
l'Orchestre de Douai



Promoteur

XAVIER LUCAS OFFRE UNE CURE DE JOUVENCE AUX HOSPICES DE DOUAI

Xavier Lucas est un serial rénovateur. Après plusieurs opérations très emblématiques comme le Royal Hainaut à Valenciennes, le Royal Beaulaincourt à Béthune, ou la transformation de l'ancien hôpital de Seclin, sa société Financière Vauban porte aujourd'hui la transformation des anciens Hospices de Douai, en cœur de ville. Elle investit 40 M€ dans cette opération majeure, accompagnée par la Banque des Territoires (2,5 M€ en fonds propres, 15 M€ en prêt).

Créé par Louis XV en 1756, le bâtiment avait été un temps pressenti pour héberger le siège

de la communauté d'agglomération. Il abritera finalement un hôtel de luxe (sur 8 000 m²) et en un ensemble de 118 logements (près de 5 000 m²), du studio au T2, avec pour première cible les étudiants, notamment de l'Institution Saint-Jean voisine. L'ensemble comprendra également un restaurant de standing, qui viendra conforter une offre encore limitée sur le territoire. Le chantier devrait s'achever en 2027.

L'hôtel, qui se dénommera le Royal Mirabeau, devrait employer 70 salariés ■



GOLF DU DOUAISIS

RESTAURANT DU BOIS DES RETZ



Situé à Sin-le-Noble, à deux pas de Douai, le Golf du Douaisis et le restaurant du Bois des Retz séduit par son cadre naturel préservé et son parcours 9 trous accessible à tous les niveaux.

L'exploitation du site est gérée par 3 associés, David Salem, co-fondateur, Daniel Moreira et Franck Queudrue, anciens joueurs de football du RC Lens qui, ensemble, assurent la gestion du domaine, qui comprend à la fois le parcours de golf, un restaurant ainsi qu'une salle de réception.

Forts de leur esprit d'équipe et de leur expérience commune, ils s'attachent à dynamiser le lieu et à en faire un espace convivial, ouvert aussi bien aux amateurs de sport qu'au grand public.

Bientôt un nouveau projet

Dans le cadre de son développement, le club poursuit actuellement un projet d'extension, incluant l'aménagement d'une micro-crèche ainsi que la création d'un nouveau Club House.

Contrairement à beaucoup d'autres sports, le golf a cette qualité rare : il se pratique à tout âge, à son rythme et en pleine nature.

Ludique, apaisant, alliant concentration, maîtrise de soi et évasion, le golf est une discipline aux multiples bienfaits, aussi bien physiques que mentaux.

Le club propose des initiations, des formules découvertes, une école de golf dynamique et des compétitions tout au long de l'année. Son practice, accessible à tous, est idéal pour s'entraîner, découvrir la discipline ou simplement taper quelques balles en toute liberté.



*Et après l'effort,
place à la détente !
Le Club House
accueille golfeurs
et visiteurs
pour un verre
ou un moment
de convivialité.*

«Le Bois des Retz vous permet également de conjuguer travail et bien-être dans un cadre calme et inspirant.»

Niché dans un écrin de verdure, à l'orée du parcours du Golf du Douaisis, le restaurant du Bois des Retz invite à la gourmandise et à la détente. Ouvert tous les midis sauf le samedi, il propose une cuisine fait maison et de saison dans une ambiance chaleureuse et conviviale.



Organisez un événement unique au Bois des Retz

Le site offre également des conditions idéales pour vos réunions professionnelles. Grâce à une salle de séminaire moderne, un restaurant panoramique et des activités favorisant la cohésion d'équipe, tout est réuni pour travailler efficacement dans un cadre inspirant.

Enfin, le lieu se prête parfaitement à l'organisation de vos événements professionnels.

Doté d'espaces modulables et entièrement équipés, dont une grande salle pouvant accueillir jusqu'à 100 personnes en configuration théâtre, il constitue un cadre de choix pour vos séminaires, réunions et réceptions.



1655b Rue du Bois des Retz - Sin-le-Noble - 03 27 86 27 86 - www.golfdudouaisis.com

📍 Golf du Douaisis, le bois des Retz 📱 @golfdudouaisis 📞 Golf du Douaisis, le bois des Retz

LA BANQUE DES TERRITOIRES A SIGNÉ UN EXERCICE 2025 RECORD EN RÉGION

En période complexe, les outils de l'Etat retrouvent pleinement leur vocation contra-cyclique et stratégique. Ce fut le cas pour la Banque des Territoires au plan national l'an dernier, avec une mobilisation financière jamais vue qui approche les 50 Mds € (+ 39%).

Dans notre région, la poussée est aussi très nette : prêts, investissements, consignations, tous les segments d'intervention de la Banque des Territoires sont à la hausse.

A commencer par le cœur de la turbine, le logement social. « *La dynamique est toujours portée par ce secteur, alors que nous partions déjà d'assez haut* », souligne le directeur régional Olivier Camau. La Banque des Territoires aura financé l'an dernier la construction de 10 280 logements sociaux et la réhabilitation de

Le bras économique armé de l'Etat s'est démultiplié l'an dernier, dans tous ses domaines d'activité. Résultat : des prêts en hausse de 18,5%, à hauteur de 3,2 Mds €.

15 735 autres. Pour ce faire, 2,1 Mds € de nouveaux prêts ont été octroyés (+ 10%). Au global, la direction régionale a signé l'an dernier 3,2 Mds € de prêts (+18,5%).

ACTION CŒUR DE VILLE

Parmi ces financements, celui du service public local a franchi le seuil du milliard d'euros. Le développement du Grand Port Maritime de Dunkerque, ou encore le barreau ferroviaire Creil-Roissy (400 M€) figurent au rang des dossiers les plus importants. Mais la Banque des Territoires soutient quantité de projets plus modestes mais souvent structurants à l'échelle locale. C'est le cas du pro-

gramme national Action Cœur de Ville qui concerne dans notre région 25 villes, et qui est décliné pour les communes plus petites (Petites Villes de Demain, PVD) dans 96 communes. La Banque des territoires est ainsi intervenue en investissement auprès du groupe Sofra pour construire un hôtel 3* au pôle gare de Maubeuge, dans la transformation d'un immeuble des Nouvelles Galeries à Saint-Quentin en hôtel 4* ; elle est également engagée dans le projet de futur hôtel au sein de l'Abbaye Saint-Vaast d'Arras, aux côtés du groupe HPC et dans l'ambitieuse métamorphose des Hospices de Douai (lire p.17). Au titre du programme national Territoires d'industrie, la Banque des Territoires est encore présente dans l'implantation d'une usine à Laon, Thermogreen, qui produira du matériau isolant pour le bâtiment à partir de polyester recyclé. La banque apporte 2 M€ en fonds propres au côté de Batixia et de la société elle-même. 70 emplois à la clé. On notera aussi que la Banque des Territoires s'implique de plus en plus dans l'univers de la santé et du grand âge : construction d'un Ehpad à Auberchicourt, soutien aux investissements de quatre centres hospitaliers (66 M€), par exemple.

"NOTRE TERRITOIRE EST TRÈS BIEN POSITIONNÉ. CE SERA DANS LES HAUTS-DE-FRANCE QU'ÉMERGERONT LES PLUS GROS CALCULATEURS À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE D'ICI 3 À 4 ANS"
OLIVIER CAMAU

VERS UN CRU 2026 TONIQUE

Elle s'engage aussi au côté des acteurs du développement territorial dans un certain nombre d'outils. On la trouve lors des augmentations de capital de différentes entités de Hauts-de-France Investissements, telles Batixia, (6,5 M€), la Sem Energies Hauts-de-France (5,8 M€) ou encore la Sem Hauts-de-France Développement (2 M€). Elle accompagne aussi les outils du Dunkerquois, comme S3D (4,5 M€), la Foncière du littoral (5,2 M€) ou la nouvelle filiale de portage foncier « Ancrage » (2 M€).

Si l'accompagnement industriel a plutôt ralenti en 2025 du fait du retard de certains projets, Olivier Camau s'attend à un cru 2026 tonique, porté par l'avènement de gros dossiers de data centers. « *Notre territoire est très bien positionné. Ce sera dans les Hauts-de-France qu'émergeront les plus gros calculateurs à l'échelle européenne d'ici 3 à 4 ans* », anticipe le directeur régional ■ **O.D.**



LES MAGISTRATS FINANCIERS S'INQUIÈTENT DE LA DÉRIVE DU CANAL SEINE NORD

RÉGION. La Cour des comptes pointe de nombreuses incertitudes notamment financières autour de cette infrastructure majeure.

Le titre du rapport de la Cour des Comptes associée à la Chambre régionale des Comptes, publié le 10 avril, dit l'essentiel : « Une valeur socio-économique à assurer, un pilotage à renforcer, des surcoûts à maîtriser et à financer ». La juridiction s'est penchée sur le projet du Canal Seine Nord, un projet à très gros enjeux : 107 kilomètres de nouveau canal à grand gabarit reliant le bassin de la Seine à celui de l'Escaut, permettant d'acheminement des péniches jusqu'à 4 400 tonnes de fret.

La Cour rappelle avoir déjà alerté les autorités il y a plusieurs années « sur le coût et le financement du projet, ainsi que sur sa rentabilité socio-économique limitée ». Elle relève le retard pris par le projet : initialement prévu pour 2013, son échéance est aujourd'hui fixée à 2032. Surtout, elle note l'envolée des coûts bien au-delà de l'inflation : 3,5 Mds € au départ, 7,3 Mds € aujourd'hui, sans compter le coût de l'emprunt de bouclage (1 à 3 Md €). « Cette dérive importante fait peser un risque fort

pour l'État d'être appelé à garantir le financement ultime du projet ». Les inquiétudes portent aussi sur la capacité à assumer la maîtrise d'ouvrage et la conduite des marchés publics. La Cour des comptes souligne même "la dépendance" de la Société du Canal Seine Nord Europe (SCSNE) « à l'égard de ses assistants à maîtrise d'ouvrage et de ses maîtres d'œuvre ».

CONFÉRENCE DE FINANCEMENT

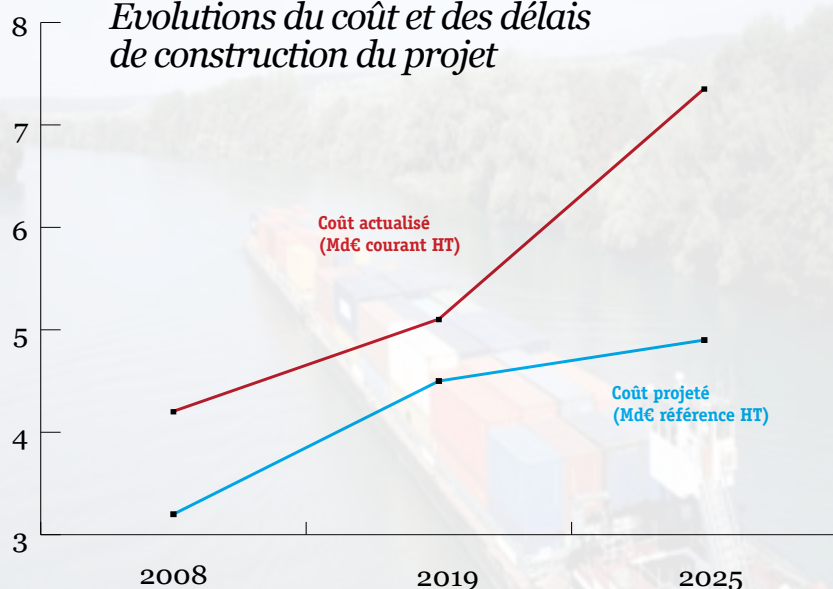
Le rapport juge que les hypothèses de la convention de financement de 2019 sont désormais caduques. « Au stade actuel, sauf à augmenter le financement de l'État et des collectivités, hypothèse qui n'a jusqu'ici pas été envisagée, le reste à financer s'élève à 2,23 Md€, hors frais financiers ». Une situation qui pousse la Cour « à recommander la réunion au plus vite d'une conférence de financement, seule à même de clarifier la répartition des financements, le niveau de l'emprunt de bouclage, le montage retenu et la solution de taxation destinée au rembourse-

Source : juridictions financières, à partir des données transmises par la SCSNE

ment ». La stratégie de développement territorial autour de l'infrastructure doit en outre voir sa mise en œuvre opérationnelle avec la Région « prendre de la consistance », alors que le syndicat mixte chargé du développement des ports intérieurs « est loin d'avoir acquis la structuration nécessaire pour porter cette dimension essentielle du projet au niveau local ».

La SCSNE s'est félicitée de ce rapport qui « contribue à l'amélioration continue des pratiques, dans un esprit de bonne gestion publique et de transparence », et dit souscrire aux cinq recommandations finales (assurer la **création de valeur socio-économique** du projet en précisant ses conditions; accroître le **dimensionnement et l'expertise** des services; **conférence de financement**; accélération de la mise en œuvre des **projets de ports intérieurs**; plan **d'adaptation à la fermeture provisoire du canal** du Nord). Mais dans un long courrier à la nouvelle présidente de la Cour des Comptes, le président du directoire de la SCSNE estime que le rapport ne prend pas en compte des actions importantes comme les mesures environnementales (dont 200 ha de mesures compensatoires) ou différentes innovations comme le suivi satellitaire du chantier. « D'autres omissions de réalisations positives (...) empêchent de souligner la mission d'intérêt général d'un maître d'ouvrage public comme la SCSNE : faire progresser tout un secteur d'activité », estime Jérôme Dezobry. Qui souligne aussi l'impact financier des crises géopolitiques et des durcissements normatifs. L'Alliance Seine Escaut pointe aussi « un certain nombre d'éléments d'analyse contestables, notamment sur les coûts et le financement du projet », et appelle à une mobilisation collective rapide pour conforter ce projet « stratégique pour la transition écologique, la compétitivité logistique et le développement des territoires » ■ O.D.

Evolutions du coût et des délais de construction du projet



LOGEMENT SOCIAL : CLÉSENCE EN ROUTE POUR DEVENIR NUMÉRO UN RÉGIONAL ?

En dépit d'un contexte délicat et d'une visibilité faible, Clésence taille sa route. En 2025, la 3^e entreprise sociale pour l'habitat (ESH) des Hauts-de-France, avec son parc de 55 000 logements (soit plus de 100 000 locataires), a dépassé les 500 M€ d'investissement l'an dernier. Un montant qui lui a permis de rénover près de 3 000 logements, d'en livrer 2 088 et d'en agréer 2 092 (dont un petit tiers sur le territoire de la MEL, un de ses axes de développement). Le bailleur, dont le siège est situé à Saint-Quentin (Aisne), a bâti un projet stratégique « Clésence 2030 ». L'un des points clés est en lien direct avec l'ADN de l'organisme, à savoir renforcer le lien entre l'emploi et le logement. 62% des locataires de Clésence sont déjà des salariés. « *Le développement sur la MEL, mais aussi sur Amiens, est le fruit d'une réflexion que nous portons sur le besoin en logement pour les salariés. La MEL est un des territoires les plus en demande. Nous ne venons pas en opposition mais en complémentari-*

SAINT-QUENTIN. Le bailleur social Clésence, issu du groupe paritaire Action Logement, entend maintenir un rythme d'investissement élevé pour viser un parc de 70 000 logements à horizon dix ans.

té des acteurs présents», expose David Larbodie, directeur général de Clésence (photo). D'ici 3 ans, le bailleur devrait compter quelque 3 000 logements dans la métropole lilloise. Plus largement, David Larbodie cite un périmètre de développement situé entre Amiens, Saint-Quentin, Cambrai, Arras, Valenciennes et Lille. Clésence, qui s'appuie aussi sur les ressources de sa maison mère Action Logement, affiche des ambitions très élevées : pas moins de 3,8 Mds € d'investissements à horizon dix ans, dont la majorité (2,8 M€) dans la construction neuve et 1 Md € dans la rénovation. Un enjeu considérable permis par une gestion très rigoureuse et par une politique de diversification des produits, y compris en copromotion avec d'autres. Le bailleur affiche aussi sa démarche active et revendiquée de cessions, soit 318 logements sur



©Anteale

le dernier exercice. « *C'est une stratégie d'arbitrage patrimonial et de rotation d'actifs pour réinvestir, revendique David Larbodie. Avant notre métier, c'était construire et gérer des parcs. Aujourd'hui, c'est construire, gérer et vendre* ». Ce qui, de surcroît, permet de renforcer les fonds propres de l'organisme tout en favorisant l'accès à la propriété.

CLÉSENCE AFFICHE L'AMBITION D'INVESTIR PAS MOINS DE 3,8 M€ EN DIX ANS

ÉTIQUETTE C DÈS 2032

Clésence poursuit en parallèle un programme actif de rénovation de son parc. Dès la mi-2027, le bailleur aura éradiqué toutes les étiquettes E et F. Il devrait avoir positionné son parc en étiquette C d'ici 2032 (en moyenne), deux ans avant le terme fixé par la loi Elan de 2018.

Ce plan de charge avec la production de quelque 2 000 logements par an permet de projeter un parc de 70 000 logements dans les dix ans. Ce qui, rajouté aux parcs de 3F Notre Logis et Flandre Opale Habitat (FOH), les autres filiales d'Action Logement dans les Hauts-de-France, constituerait alors le leader régional du logement social.

Le bailleur axonais compte plus de 650 collaborateurs ■ **O.D.**



SOURCE DE VITALITÉ LOCALE

En tant que **banque coopérative et locale**,
la Banque Populaire du Nord s'est engagée
sur tout son territoire en 2025.*

123 400

sociétaires
participent
au rayonnement
de nos territoires.

24 000

projets financés
pour un montant
de 2 milliards
d'euros.

211

collaborateurs
recrutés sur
l'ensemble de nos
5 départements

177

millions d'euros
collectés pour financer
des projets de transition
énergétique.

DEPUIS 1878

l'épargne que nous
collectons contribue
à financer les projets
sur nos territoires.

**1^{RE} BANQUE
DES
ENTREPRISES****

BANQUE
POPULAIRE
DU NORD 



Le Nord adopte son budget de plus de 4 milliards d'euros

Le conseil départemental du Nord a adopté le 8 avril son budget primitif 2026, le plus important de France pour un Département, soit 4,05 Mds €. Un budget marqué par une poussée de 145 M€ des dépenses sociales, et un repli des investissements à 241 M€, dont 64,5 M€ dédiés aux infrastructures et réseaux, et 58,7 M€ aux collèges. 76,8% du budget sont affectés à la solidarité humaine, 18,8% aux finances et aux moyens généraux, 4,5% aux solidarités territoriales. On notera que malgré un nouveau recul du nombre d'allocataires du RSA (-1 094), le budget monte à 631 M€ (+ 11 M€) du fait de revalorisations non compensées par l'Etat. Le budget 2026, qui

dégage une épargne nette de 10 M€, s'équilibre par un recours à l'emprunt inscrit à hauteur de 172 M€. La dette départementale atteignait 1,283 Md€ fin décembre, représentant une capacité de désendettement de 8,5 années.

BUDGET : SOUS TENSION, LA RÉGION MAINTIENT L'INVESTISSEMENT

Le conseil régional a adopté son budget primitif 2026 début avril. Celui-ci s'équilibre à 5,2 Mds €. On notera un volume d'investissement élevé, en hausse de 117 M€ d'un exercice sur l'autre, pour un total de 1,35 Md€. Hors autofinancement, le budget inscrit un volume prévisionnel d'emprunt de 550 M€. Au titre de sa section de fonctionnement, la collectivité consacrera 2,229 Mds € à ses politiques régionales : 586 M€ pour le train (+38 M€), 398 M€ pour les transports interurbains et scolaires, 191 M€ aux lycées, ou encore 459 M€ pour les RH. On relève par ailleurs l'encours de dette toujours très élevé à 3,65 Mds €, en progression annuelle de 125 M€. Avec un autofinancement de 90,7 M€, la collectivité devrait achever l'exercice avec une capacité de désendettement de 11,6 ans. « Nous sommes en effet très endettés. Mais tant que nous

sommes sous les 12 années de remboursement, il n'y a pas péril », lâche Jean-Pierre Bataille, élu chargé du budget, qui souligne aussi une structure de dette majoritairement assise sur des taux fixes (à 59%).



Eric Skyronka conserve la présidence de la MEL

Président par intérim depuis le départ contraint de Damien Castelain en janvier, Eric Skyronka, 63 ans, a officiellement été élu président de la quatrième métropole française. Ce retraité de l'Education nationale a obtenu 138 voix (86,79 %) sur 181 suffrages exprimés. Face à lui, la seule candidate, l'élue d'opposition lilloise LFI Lahouaria Addouche, a récolté 21 voix. 22 élus métropolitains se sont abstenus. Membre du groupe majoritaire Métropole Passions Communes (centre-droit), **Eric Skyronka** est maire de Saisy-lez-Lannoy depuis 2014. Il était en parallèle, depuis 2020, vice-président de la MEL en charge des sports.

Six autres communautés d'agglomération ont élu de nouveaux présidents. **Arnaud Decagny** (DVD) prend la tête de Maubeuge Val de Sambre, **Frédéric Fauvet** (PS) celle d'Amiens Métropole. **Lionel Chiss** (Horizons) est élu à l'agglomération du Beauvaisis, **Daniel Fasquelle** (LR) à celle des 2 Baies en Montreuillois et **Angelo Tonolli** (PS) à celle d'Abbeville; à noter également l'élection du LFI **Omar Yaqoob** à l'agglomération Creil Sud Oise.

DURISOTTI À NOUVEAU DANS LA TOURMENTE



Repris en 2024 par le groupe régional GTE Automotive, le spécialiste de la conversion de véhicules (180 salariés, Sallaumines), a dû se déclarer en cessation de paiements fin avril. La direction pointe l'assèchement de la commande publique (au profit de son concurrent Gruau), et met en cause le manque de parole de l'Etat qui s'était engagé à maintenir un niveau de commandes équivalent à la moyenne des cinq dernières années. Elle dénonce plus largement la crédibilité de la politique française de réindustrialisation et du soutien aux repreneurs industriels responsables. Nous y reviendrons.

LA PLUS VIEILLE ENTREPRISE DES HAUTS-DE-FRANCE SAUVÉE

Les Fonderies de Sougland, entreprise née en 1543 sous François Ier, vont pouvoir poursuivre leur activité. Ainsi en a décidé le tribunal de commerce de Lyon, qui a accepté le plan de reprise de cette société labellisée Vitrine Industrie du Futur proposé par trois cadres dirigeants de la société, Emmanuel Vega, Régis Collignon et Patrice Seret. L'entreprise de Saint-Michel (Thiérache, Aisne) avait été rachetée en janvier 2025 par le groupe lyonnais ACI Group, qui avait énormément grossi par acquisitions tous azimuts avant de connaître une faillite retentissante et une liquidation en mars dernier. La reprise des Fonderies de Sougland (et de 43 des 48 salariés) a été facilitée par la Région Hauts-de-France et la communauté de communes des Trois Rivières, qui ont accordé respectivement des prêts sur 7 ans de 300 K€ et 150 K€.

Les Fonderies de Sougland, les plus anciennes d'Europe, réalisaient un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 5 M€ avant les turbulences liées à ACI Group. La société, rebaptisée sobrement «Sougland», réalise des pièces complexes de quelques grammes jusqu'à 2,5 tonnes auprès d'une clientèle très diversifiée.



UN CENTRE DE FORMATION À 10 M€ POUR GSK



Le site de production de vaccins de GSK à Saint-Amand-les-Eaux ouvre un nouveau centre de formation ambitieux. S'étendant sur 2 300 m², ce centre a mobilisé un investissement de 10 M€. Objectif pour la *big pharma* britannique : offrir aux nouvelles recrues une formation dans des conditions proches du réel, renforcer les compétences des équipes en place et garantir le maintien des plus hauts standards de qualité et de sécurité. L'usine GSK de Saint-Amand emploie près de 1 000 salariés et figure parmi les sites stratégiques du groupe en Europe en matière de vaccins. Elle produit plus de 150 millions de doses par an (notamment contre l'hépatite, la poliomyélite, la coqueluche ou encore le zona), exportées à 95%.



Arômes : Metarom investit 22 M€ pour moderniser son usine

Le fabricant d'arômes alimentaires et de caramel texturé adopte un vaste plan de modernisation pour son unité régionale. Ouverte en 2004 à Boves dans la Somme, la plus grande usine du groupe familial est devenue trop petite. Metarom construit une extension de 1 500 m² qui accueillera de nouvelles machines pour augmenter les capacités de production. L'entreprise de Maurice Métayer remplacera également sa chaudière à gaz pour une hybride afin de réduire de 30% sa consommation. En parallèle, Metarom lancera en septembre prochain la construction d'un centre de R&D de 2 000 m², sur un terrain de 25 000 m², à Blangy-Tronville. Il sera mis en service d'ici deux ans. L'ensemble représente un investissement de 22 M€ sur 2026 - 2030. Metarom emploie 350 personnes dans le monde, dont 170 à Boves, pour 80 M€ de chiffre d'affaires.

CITYA IMMOBILIER FINA-LISE LE RACHAT DE SQUARE HABITAT NORD DE FRANCE

Depuis le 31 mars, Square Habitat Nord de France appartient à Citya Immobilier. Le Crédit Agricole Nord de France a finalisé la cession toutes les activités de sa filiale - administration de biens, transaction immobilière, courtage en crédits et regroupement de crédits, fonctions supports et siège - à l'exception des activités vente de neuf, de la foncière NDFI Patrimoine et de la logistique. Square Habitat, leader sur le Nord-Pas-de-Calais (avec 55 agences et 370 collaborateurs), rejoint ainsi le numéro un français, qui affiche un chiffre d'affaires de 450 M€, avec 2 500 collaborateurs. Arche, maison mère de Citya Immobilier, déjà propriétaire de Guy Hoquet et Century 21, conforte par cette opération son maillage territorial dans le Nord.

MÉO-FICHAUX RESSUSCITE LES CAFÉS LEGAL

LA MADELEINE. Le groupe familial de torréfaction réussit un coup de maître en relançant la marque iconique Legal, disparue fin 2024.

« **U**n investissement offensif et défensif ». C'est ainsi que Dominique Ruyant, codirigeant du groupe familial Méo-Fichaux, caractérise la reprise de la marque Legal, opérée début 2025. L'entreprise du Havre achève alors un cycle désastreux qui la conduit à la liquidation et à la disparition de ses 120 emplois. Son appareil industriel, largement en leasing, ne peut pas être repris, mais notre champion nordiste Méo-Fichaux obtient à la barre du tribunal la marque Legal. L'occasion de relancer cette marque née en 1851, sous le second Empire, encore très connue et reconnue (55% de taux de notoriété)... tout en empêchant des concurrents de la faire à sa place.

Mieux, l'outil industriel de Méo-Fichaux, qui est de son côté très moderne et dispose de capacités libres, va permettre d'accueillir cette production nouvelle de façon très souple. L'usine

a injecté 25 M€ dans ses équipements depuis 6 ans dont 8 M€ il y a trois ans dans une nouvelle ligne ultra-moderne de capsules alu, capable de sortir pas moins de 1 680 capsules chaque minute ! Les deux lignes de capsules pourraient être amenées à tourner le week-end pour assumer des volumes complémentaires, indique l'entreprise.

Legal, qui était très positionné au moment de sa défaillance dans l'univers du grain et du café moulu, réapparaît aujourd'hui mais dans un segment différent, celui des capsules aluminium. Il s'agit en effet pour Méo-Fichaux de relancer ce grand nom du café mais sans bousculer ses autres activités sous marque Méo (qui représente plus de la moitié de son chiffre d'affaires de 300 M€) ou Koota, son café éthique. « Legal est plus sur le « portionné, Méo c'est le terroir, l'artisanat, le bio, les ori-



LA GAMME LEGAL POURRAIT REPRÉSENTER 60 M€ DE CHIFFRES D'AFFAIRE À TERME

gines, Koota c'est une marque très engagée pour la réduction la plus forte de l'empreinte carbone », défend Edgar Meaussoone, directeur opérationnel. Un gros travail marketing a été opéré pour renouveler le logo, redessiner un packaging moderne et authentique, et créer une gamme efficace. Celle-ci est courte pour l'instant, avec cinq niveaux d'intensité (à base d'assemblages 100% arabica), proposée en trois conditionnements. La gamme a été développée en partenariat avec la société Capsul'in, spécialiste européen des capsules alu. Partenaire de Méo depuis quinze ans, la société a implanté son centre de R&D européen juste en face de l'usine Méo-Fichaux de la Madeleine, avec une dizaine de salariés. La capsule Legal est composée de 90% d'aluminium recyclé, et est préimprimée aux couleurs de la marque.

OBJECTIF 60 M€ DE VENTES

Le projet Legal est stratégique pour Méo-Fichaux. Les premiers référencements commerciaux ont été signés chez Carrefour et Système U pour un lancement dès avril, chez Intermarché et Monoprix à partir de mai. Un lancement qui sera accompagné d'un plan de com qui reprendra le motto historique « Legal, le goût », avec un logo modernisé. La marque est positionnée d'emblée comme un café authentique, au vrai goût, et accessible en prix. Le groupe espère au-delà décrocher de nouveaux distributeurs, avec une ambition assumée de prendre pas moins de 10% du marché national de la capsule. Traduite en chiffres, la gamme Legal pourrait représenter 10 M€ de ventes la première année, 40 M€ dans les trois ans, et possiblement 60 M€ à terme. Des chiffres à rapporter à ce que pesait la marque Legal *stricto sensu* au moment de sa disparition, soit un peu plus de 20 M€ ■ **O.D.**



ENCUENTRO MET LES BOUCHÉES DOUBLES

SAINT-ANDRÉ-LEZ-LILLE. L'artisan vient de doubler de taille sa fabrique de chocolat. De quoi moderniser son parc machines et décupler la capacité de production.



En une décennie, elle s'est imposée comme une référence du chocolat français. L'an dernier, au Salon du Chocolat à Paris, la manufacture nordiste Encuentro a reçu — pour la cinquième année consécutive — la tablette d'Or. Une distinction décernée aux quelques artisans chocolatiers figurant parmi les meilleurs au monde. Une belle récompense pour Encuentro et son engagement profond pour la fabrication d'un chocolat respectueux des sols et de la biodiversité. Mais aussi pour ses fondateurs Candice Peytour et Antoine Maschi, ingénieurs Centrale Lille, à la tête d'une équipe de 35 personnes.

Depuis leur toute première fabrique née en 2012 en République dominicaine (Eco121 n°100), les artisans ont parcouru du chemin. Après un démarrage en 2019 au MIN de Lomme, dans un atelier de 100 m², ils déménagent fin 2021 aux Halls de la Filature à Saint-André-lez-Lille, dans des locaux cinq fois plus grands. Nouveau pic de croissance cette année : Encuentro vient d'achever le chantier d'agrandissement de sa fabrique. Celle-ci double de taille pour atteindre 1 200 m² et permettre le réaménagement de la boutique et de l'espace

de production. Lequel a été musclé avec une nouvelle ligne de torréfaction automatique et un injecteur de chocolat pour décupler la capacité de production. L'ensemble représente un investissement d'1 M€. L'entreprise envisage désormais de répondre aux appels d'offres de grands comptes et d'élargir son catalogue, comprenant actuellement une centaine de références.

ULTRA LUXE

Raison pour laquelle ce projet a été réalisé malgré la flambée du cours des matières premières, des coûts

**“NOUS ENREGISTRONS
UNE CROISSANCE
DE PLUS 50% CHAQUE
ANNÉE DEPUIS PLUS
DE TROIS ANS”
ANTOINE MASCHI**

énergétiques et du contexte inflationniste. « On enregistre un surcoût de 30% qu'on a répercuté par une hausse de 50 centimes du prix de nos tablettes », confie Antoine Maschi. Fabriquées à partir de deux ingrédients (les fèves et le sucre de canne), les tablettes Encuentro sont vendues entre 8,50€ et 13,90€. « On a tout pour un positionnement ultra luxe, mais avec un prix accessible au plus grand nombre », poursuit l'artisan. Ce dernier se réjouit d'une clientèle fidèle. Les trois premiers mois de 2026, 70% du chiffre d'affaires (tenu secret) d'Encuentro a été réalisé auprès de clients habituels. En parallèle, de nouveaux venus continuent d'affluer grâce au bouche-à-oreille. « Nous enregistrons une croissance de plus 50% chaque année depuis plus de trois ans », indique Antoine Maschi.

Avec son associée, il ambitionne de transformer une quarantaine de tonnes de chocolat en 2027, contre 30 tonnes à date, et d'ouvrir une boutique « dans un beau quartier » à Paris. Mais avant cela, dès cet été, Encuentro se lancera dans la production de glaces et sorbets vendues uniquement en direct.

La fabrique réalise 95% de son chiffre d'affaires en France via ses deux boutiques, son site Internet et son réseau de 200 distributeurs triés sur le volet. Les 5% restants sont réalisés en Europe et au Japon ■ J.K.





FOODIZ GOBE SUSHIMAN POUR DOUBLER

CROIX. Le groupe nordiste, leader français des sushis industriels, prend le contrôle de l'entreprise familiale provençale Sushiman. Avec laquelle il entend doubler son chiffre d'affaires à 200 M€ en 2026.

Change^{ment} de dimension pour Foodiz. Début avril, le fabricant et distributeur de repas ultra-frais est devenu l'actionnaire majoritaire de Sushiman, spécialiste des kiosques à sushis en grandes et moyennes surfaces. Au capital, le Nordiste remplace des associés familiaux au côté du dirigeant fondateur Anthony Augusto-Vaz. Ce dernier reste actionnaire et conserve ses fonctions au sein de l'entreprise créée en 2017, avec son père, à Eygalières en région PACA. Le dirigeant assure avoir « *écarté des approches purement financières au profit d'un partenaire industriel et entrepreneurial qui partage la même exigence* » sur les produits et les équipes. « *C'est un mariage de raison* », complète le fondateur de Foodiz Baptiste Bayart, par ailleurs président de Flunch, chaîne de restaurants de la galaxie Mulliez.

De raison, mais surtout hautement stratégique. Son groupe reprend en effet un périmètre de 175 corners (dont 170 en franchise) dans l'Hexagone, 45 salariés pour 55 M€ de ventes. Huit ans auparavant, Sushiman ne réalisait que 6 M€ de chiffre d'affaires.

En ce début d'année, l'entreprise affiche « *un rythme supérieur à 20%* », observe Anthony Augusto-Vaz, laissant présager des ventes à plus de 68 M€ pour 2026 sur un marché du sushi en forte croissance. De son côté, le groupe Foodiz estime pouvoir doubler son chiffre d'affaires et atteindre les 200 M€ consolidés.

TOP 3 EN GRANDE DISTRIBUTION

Avec son catalogue de plus de 180 recettes wok, poké ou autres snacking asiatiques, Sushiman renforce tout particulièrement l'entité Foodiz Déli, qui compte 56 corners sushis en propre et 350 salariés en France pour 30 M€ de chiffres d'affaires fin 2025. Le nouvel ensemble a donné naissance au numéro 3 des corners sushis en grande distribution. L'alliance avec le modèle franchisé performant de Sushiman devrait créer de nouveaux leviers de croissance pour le groupe de Croix, selon Baptiste Bayart. Né en 2011, le groupe Foodiz s'est construit au fil des ans autour de quatre entités, Foodiz Solutions pour les plats de la marque Fresh Mood (plus de 1 500 points de vente au

national et 350 en Espagne), Foodiz Fresh pour les produits MDD et de marque Yedo, Foodiz Déli avec ses corners sushi Happy Yummy et Mon chef Sushi, et enfin Foodiz Cuisine pour l'activité restauration hors domicile autour de la marque Petit Cuisinier. Avec l'acquisition de Sushiman, le groupe nordiste compte trois usines, dont une en Espagne et emploie plus de 600 personnes ■ J.K.



RDV VOLUBILIS

HÔTEL - RESTAURANT - SÉMINAIRE - ÉVÉNEMENT D'ENTREPRISE

Bien plus qu'un simple lieu d'hébergement, l'établissement rassemble en un même espace un hôtel moderne, IBIS STYLES, un bistrot gourmand, un food bar cosy ainsi que quatre salons élégants, lumineux et modulables, capables d'accueillir de 10 à 300 personnes. Une solution complète pensée pour répondre aux attentes des entreprises locales et régionales.

Chaque événement bénéficie d'une approche sur mesure, qu'il s'agisse de repas servis à table, de buffets ou de prestations personnalisées, afin de s'adapter parfaitement aux objectifs de ses clients.



Partenaire
des entreprises
situé à Douai,
à proximité
du centre ville
et de la gare,
RDV Volubilis
offre un cadre idéal
pour allier efficacité
professionnelle
et convivialité.

FLEXIBLE EVENT La Flexibilité à la portée de tous

Côté équipements, tout est prévu pour garantir des réunions performantes : Wi-Fi haut débit, vidéoprojecteurs, écrans, matériel audiovisuel et services de reprographie. L'ensemble contribue à un environnement de travail fluide et efficace.

Les espaces extérieurs enrichissent l'expérience avec une terrasse arborée et un bar à l'ambiance feutrée, propices aux échanges informels et au networking.

L'Hôtel ibis Styles Douai Gare Gayant Expo, attaché au restaurant, apporte une vraie valeur ajoutée grâce à son service hôtelier, facilitant l'organisation et prolongeant les échanges en toute sérénité.

C'est aussi un lieu unique à Douai, qui vous fera voyager à travers différentes époques grâce aux différents mouvements artistiques. Enfin, facilement accessible, le site dispose d'un grand parking privé sécurisé sous vidéosurveillance, un atout supplémentaire pour accueillir collaborateurs et partenaires en toute sérénité.



*Bientôt, en 2027,
un nouveau projet verra le jour
dans le nouveau quartier d'affaires
EuraDouai :
l'Hôtel Mercure ★★★★★
de 80 chambres et un appart-hôtel
Adagio de 64 chambres*



CETTE ANNÉE, EXQUADO VEUT RUISSELER PLUS LARGE

SECLIN. L'entreprise de fontaines à eau surfe sur une vague porteuse. Elle lorgne une croissance à deux chiffres pour 2026, alimentée notamment par de l'acquisition.

Apresque 30 ans, Exquado continue de grandir. La Pme familiale, spécialisée dans la vente et la location de fontaines à eau et robinets filtrants pour le BtoB, est en effet en pleine expansion. Prochainement, elle dévoilera la fontaine Eddy. Une machine 100% made in France, conçue après 18 mois de travail et un investissement d'un peu plus de 100 K€. Pour contrôler le prix (à partir de 30€ par mois, installation comprise), sa façade est produite à partir de billes de plastique recyclé. « Cette fontaine complétera notre milieu de gamme. Elle répond à une demande de certains clients comme les secteurs bancaire et de l'énergie qui veulent des machines françaises sans exploser leur budget », détaille Antoine-Nicolas Motte, le dirigeant.

Ce dernier table sur 30% de croissance cette année, avec la commercialisation d'Eddy, mais aussi sur de nouvelles acquisitions. Sa société a réalisé la toute première opération de croissance externe de son histoire, en 2024, en reprenant la société Laguneo en Île-de-France. Antoine-Nicolas Motte dit avoir plusieurs cibles dans le viseur qui devraient permettre à Exquado de renforcer ses positions au national, si les discussions se concrétisent. « On pourrait avoir 1 ou 2 closing en 2026 », avance-t-il.

ACTIVITÉ RESSERRÉE

Ces dernières années, l'entreprise de Seclin a adopté une stratégie de développement particulièrement offensive. Dès sa nomination en 2018, Antoine-Nicolas Motte a opéré un

recentrage significatif de l'activité d'Exquado, troisième acteur des fontaines à eau de l'Hexagone. Pour « être meilleur sur les métiers de la filtration », il retire des catalogues les osmoseurs (transforme l'eau du robinet en eau pure), les adoucisseurs dédiés aux particuliers, les machines à café et réduit « drastiquement » l'activité liée aux fontaines à bonbonnes. En parallèle, le dirigeant de 38 ans, fils du fondateur de l'entreprise, muscle le réseau de techniciens. Ceux-ci sont une soixantaine aujourd'hui, déployés dans 25 villes en France. A l'arrivée d'Antoine-Nicolas Motte, ils n'étaient que 25 dans 7 villes. Résultat : depuis 2021, Exquado enregistre en moyenne 20% de croissance chaque année.

Depuis l'été dernier, Antoine-Nicolas Motte observe un marché beaucoup plus tendu, intrinsèquement lié au contexte économique. « Les clients sont plus regardants sur leur budget, juge-t-il. On n'a pas perdu de contrat, mais nous avons réalisé moins de signatures et répondu à des projets plus modestes l'an dernier ». Pour autant, son entreprise est parvenue à maintenir une croissance à deux chiffres. En partie grâce au levier de la diversification. D'abord de marchés, en attaquant entre autres les secteurs hospitalier et public (gares, musées, aéroports...). Puis de produits, en développant des fontaines à eau spécifiques en partenariat avec des entreprises spécialisées dans la conception.

Ainsi, Exquado a réalisé 13 M€ de chiffre d'affaires fin 2025 avec ses 95 salariés. Elle compte 27 000 fontaines en service sur 10 000 sites ■

Julie Kiavué



KILOUTOU CHAHUTÉ EN FRANCE, PERFORMANT EN EUROPE

VILLENEUVE D'ASCQ. Le loueur de matériels a clôturé 2025 en croissance de 3%, porté par l'étranger. Dans l'Hexagone, le groupe a reculé d'1% mais reste optimiste

En 2025, Kiloutou a signé une belle performance. Pour la sixième année consécutive. Le chiffre d'affaires du Nordiste a progressé de 3% à 1,289 Md€ avec 7 000 salariés. Une croissance sans doute ralentie par une activité à deux vitesses. En France (60% de l'activité globale), le deuxième loueur du pays « a été résilient », affirme Pierre Knoché, Dg France. Dans un contexte morose, surtout dans un secteur du BTP en berne depuis de longs mois, le spécialiste de la location de matériels affiche un chiffre d'affaires en léger repli d'1% à 762 M€. Sa stratégie de diversification et de spécialisation lui a permis de limiter la casse. Kiloutou a en effet maintenu ses investissements liés au développement de son parc de matériels, poursuivi

l'ouverture de nouvelles agences au national ainsi que les acquisitions. La région Hauts-de-France (12% de l'activité globale avec 22 agences) « a tiré son épingle du jeu avec dynamisme », précise Olivier Colleau, président. Surtout dans le secteur du génie civil. Kiloutou a fourni l'an dernier des matériels pour des chantiers d'ampleur à l'instar de l'usine Verkor à Dunkerque ou du Canal Seine-Nord Europe.

10% À L'INTERNATIONAL

À l'étranger, où Kiloutou est présent dans six pays européens, le groupe a réalisé 526 M€ de chiffre d'affaires, en hausse de 10%. Lui permettant de conserver sa place de troisième loueur du Vieux Continent. La croissance à l'export est tirée pour deux tiers par

des acquisitions au Danemark, en Italie ou encore en Espagne où le Nordiste ambitionne d'intégrer le top 3 de son secteur cette année. « L'Allemagne et la Pologne ont été des marchés plus fragiles l'an dernier en raison des contextes économiques difficiles », note Thibaut Le Chatelier, Dg international. Avant de poursuivre : « Le plan de relance de 500 Mds€ annoncé en Allemagne donne de bons espoirs pour une relance dans les prochaines années ».

Kiloutou maintient donc le cap. En 2026, malgré l'incertitude ambiante, le groupe mise sur la consolidation avec optimisme. Il planifie une dizaine d'ouvertures de nouvelles agences. Ainsi qu'une participation en France aux grands projets industriels et d'infrastructures annoncés dans « les data centers, le nucléaire ou la défense », énumère Olivier Colleau. D'ici à 2030, le groupe vise la barre des 2 Mds€ de chiffre d'affaires, réalisés à plus de 50% à l'international. Via le développement de ses filiales existantes, de nouvelles acquisitions et l'arrivée dans de nouveaux pays européens. « On regarde les différents marchés et les opportunités. L'ouverture d'un nouveau pays pourrait se faire dès 2026 », annonce le président. « Notre métier de loueur est un métier porteur. D'où notre confiance en l'avenir », conclut-il.

■ Julie Kiavué

**KILOUTOU VISE LE CAP
SYMBOLIQUE
DES 2 MDS €
À L'HORIZON 2030**





SANITAIRES MOBILES : ENYGEA ACCÉLÈRE À L'INTERNATIONAL

ENCLOS. L'ETI fondée par Hervé Montagne, qui vient d'ouvrir trois nouveaux pays et de signer un accord majeur avec ASO, vise les 140 M€ de chiffre d'affaires en 2026.

Créée en 2007 comme un modeste acteur régional des sanitaires mobiles, Enygea est devenu en près de 20 ans le leader français et numéro deux européen du secteur. L'an dernier, le groupe d'Hervé Montagne a atteint les 132 M€ de chiffre d'affaires avec ses 1 000 salariés, et vise les 140 M€ cette année. Le fruit d'une politique très active d'acquisitions (une trentaine en deux décennies) mais aussi d'une croissance organique intense. Le groupe a ouvert trois nouveaux pays en 2025 en Europe centrale (Slovaquie, Tchéquie, Autriche), portant à neuf le nombre de pays d'implantation. « On n'y va pas pour être des figurants. Quand nous ouvrons un pays, nous voulons être numéro un ou deux du marché », explique le dirigeant. Qui observe que son

métier ne requiert pas seulement l'ouverture d'une structure sociale, mais une présence physique, un parc d'équipements, des équipes, et un vrai savoir-faire. « Nous ne vendons pas l'international, nous sommes à l'international », résume-t-il.

Enygea entend bien poursuivre sa trajectoire de croissance, en augmentant significativement le ratio de son activité hors France. Celle-ci pèse déjà 40% de son chiffre d'affaires, l'objectif étant d'équilibrer à moyen terme la France avec l'international. La trajectoire passera à la fois par le développement organique et probablement de nouvelles acquisitions. « Nous n'avons pas la volonté d'être numéro un européen. C'est aujourd'hui l'allemand Toi Toi qui réalise plus de 700 M€ de chiffre

d'affaires. Mais nous sommes le vrai numéro deux et de loin. Nous avons staffé nos équipes, notre Codir s'internationalise, on duplique les process et on améliore notre maillage », décrit Hervé Montagne. Enygea s'est notamment doté d'un directeur général international, Hervé Baillieul, dont la mission est de structurer la croissance européenne, optimiser l'intégration des filiales et soutenir le changement d'échelle du groupe.

ACCÉLÉRATEUR DE NOTORIÉTÉ

Le groupe nordiste a aussi signé un accord stratégique il y a quelques mois à travers sa filiale Happee Services avec le groupe d'événementiel sportif Amaury Sport Organisation : Happee Services, marque dédiée aux grands événements premium dotée de sa propre équipe d'ingénierie, devient partenaire technique pour cinq ans du Tour de France, « puissant accélérateur de notoriété pour la marque ».

Hervé Montagne évoque encore une autre piste de compétitivité à travers l'introduction prochaine de l'IA dans les services support de la holding de tête du groupe. Ce dernier compte désormais 9 marques : WC Loc, Johnny Servis, Happee Services, Bases Clean, Waterlab Services, LooLoo, Sanibert, Swittec et Moov & Cook ■ **Olivier Ducuing**



IRD

**POUR
LE SUCCÈS DE
L'ENTREPRENEUR.**

**POUR
LA RÉUSSITE
DU TERRITOIRE.**

Ensemble, faisons grandir vos ambitions et notre territoire

NOS MÉTIERS

INVESTISSEMENT



Capital
investissement



Investissement
immobilier

CONSEIL



Fusion -
acquisition



Conseil stratégique et
opérationnel en RSE



Conseil
stratégique

Des solutions sur-mesure pour financer, accompagner et accélérer vos projets

Campus Entreprises et Cités,
40 rue Eugène Jacquet, 59700 Maroq-en-Baroeul / T : 03 59 30 20 04
Groupeird.fr

Découvrez nos solutions



APRÈS 13 ANS EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE, EMDÉ EN PLEIN REBOND

MARCO-EN-BARCEUL. Le fabricant d'objets de décoration, à contre-courant de son secteur, s'affiche en pleine croissance. Tout juste sorti de la protection du tribunal, il projette un développement en Europe.

Seule une entreprise sur cinq survit après un redressement judiciaire. D'après une étude du conseiller en gestion des affaires Ellisphere, parmi ces rescapées, une minorité (3%) retrouve une situation financière saine. La spécialiste des encadrements, miroirs et objets de décoration EMDÉ fait partie de celles-ci. Placée en redressement au printemps 2012, la Pme a engagé un plan d'apurement sur le long terme. Treize ans très exactement. Pendant lesquels elle a diversifié son portefeuille clients en ouvrant ses catalogues produits aux géants du bricolage et de l'aménagement de la maison tels que Leroy Merlin, Castorama ou bien Conforama. Avant cela, EMDÉ fournissait ses productions et ses articles importés d'Asie aux encadreurs, photographes, boutiques de cadeaux et magasins de décoration.

Cet élargissement de clientèle et de gamme, est sans doute ce qui lui a permis de ne pas périr. Depuis sa création en 1936, EMDÉ a en effet dû faire preuve de résilience plus d'une fois. Figurant parmi les leaders nationaux de son secteur dans les années 90, l'entreprise de Marq-en-Barceul a vu son marché se retourner au début des années 2000. Face à la concurrence asiatique, la fabrication française a perdu en vitesse. Et les clients ont été de plus en plus friands d'objets fantaisie. En 2008, la chute de Lehman Brothers entraîne

un effondrement de 40% des ventes d'EMDÉ au mois d'octobre, puis de 15% les mois suivants. La Pme doit alors se restructurer et licencier entre 2009 et 2010. Passant d'une centaine de salariés à une trentaine. « On reprendra des couleurs en 2012 grâce à nos clients grands comptes. Mais on a brûlé beaucoup de cash pour financer notre croissance. D'où notre placement en redressement », explique Cédric Dhalluin, Dg depuis plus de vingt ans.



**“APRÈS AVOIR ÉTÉ EN MODE SURVIE PENDANT 13 ANS, ON PREND LE TEMPS DE SAVOURER”
CÉDRIC DHALLUIN**

RECORD ET PANDÉMIE

Sa société remonte la pente en 2019, avant d'être un temps freinée dans son élan par le Covid. « Une fois de plus, nos grands comptes nous ont sauvé puisqu'ils sont finalement restés ouverts pendant la pandémie », poursuit le dirigeant. « En 2021, les gens ne voyageaient plus et s'occupaient de leur intérieur. Nos clients distributeurs ont cartonné ! » Pour EMDÉ, cela s'est traduit par un exercice record, tant en chiffre d'affaires qu'en résultat. De quoi l'aider dans le remboursement de ses dettes.

« On a réussi à manoeuvrer en pleine crise », se félicite Cédric Dhalluin. Bien décidé aujourd'hui à « solidifier les bases » avant de repartir à l'offensive. « Après avoir été en mode survie pendant 13 ans, on prend le temps de savourer », sourit-il. Entièrement libérée de ses annuités, et avec un chiffre d'affaires en croissance à 6,7 M€ en 2025 pour 30 salariés (contre 4,2 M€ en 2018), EMDÉ s'autorise à rêver d'export, principalement en Europe. Mais « notre histoire nous apprend l'humilité. On ne se donne pas de plan très ambitieux pour ne prendre aucun risque », conclut le dirigeant ■ J.K.

EMDÉ, qui signifie Encadrement-Miroir-Décoration, a beaucoup diversifié son portefeuille clients et ses gammes.



CONCEPTSOL BRANCHE LES CENTRES ÉQUESTRES AU SOLAIRE

ROOST-WARENDIN. Le spécialiste de la conception-réalisation de structures équestres s'offre un coup d'accélérateur à 20 M€ dans sa diversification solaire.

C'est en 2024 que la société ConceptSol a créé une filiale destinée à l'équipement en panneaux photovoltaïques des centres équestres, Equisolar. Une filiale créée sous forme d'une joint-venture avec le fonds Eiffel Investment Group, pour trouver au petit groupe douaisien une diversification à un moment où le marché subissait l'envolée des matériaux et des matières premières. Or le premier métier de ConceptSol, fondée en 2006 par Yannick Schulz est la conception-réalisation d'infrastructures équestres. Intérêt de cette nouvelle activité : ces centres ont des toitures de grande taille, parfaitement adaptées à des centrales solaires, et peuvent élargir au rachat d'électricité verte d'EDF sur 20 ans. Et Equisolar profite du modèle intégré de l'entreprise, capable à la fois de concevoir les équipements avec son bureau d'études, mais aussi de fabriquer et de poser. Résultat : moins de deux

ans plus tard, cette nouvelle activité de niche, sans concurrence frontale, s'avère un très grand succès, avec 40 centrales implantées. Mais ce modèle nécessite du cash puisqu'il repose sur la prise en charge de l'investissement par Equisolar, et le paiement d'une redevance par le centre équestre. C'est pourquoi la société vient de finaliser un tour de financement de 20 M€ en dette senior auprès du Crédit Agricole Nord de France et de Bpifrance, avec le soutien de la Banque Européenne d'Investissement. De quoi poursuivre sur un rythme rapide puisque la société vise l'installation de l'équivalent de 30 à 40 Mwc par an, soit rapidement un parc de 70 centrales d'ici la fin de l'année, capables de produire l'équivalent de la consommation de 6 000 foyers. « C'est un gros levier de croissance, qui peut représenter un développement de 40 à 50% de notre chiffre d'affaires », estime Yannick Schulz.



Pour ConceptSol, cette nouvelle activité est également stratégique car elle vise le marché national alors que son métier historique de réalisation d'infrastructures est jusqu'à présent cantonnée pour l'essentiel à la moitié nord du pays. De quoi aller chercher un autre relais de croissance, géographique celui-là ■ **O.D.**

ADONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR WWW.ECO121.FR |

TÉL. 03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de **69€**
- 2 ans (20 n°) au prix de **109€**

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Epargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM _____ PRÉNOM _____

SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

VILLE _____ TÉL. _____

E-MAIL _____



éco 121
 ECOPRESSE - PARC RIVÉO
 300 RUE DE LILLE
 69520 MARQUETTE-LEZ-LILLE

MAXIME GUYMARD, MARIUS PASCAUD ET NATHALIE REDON. Leur deep-tech met au point des capteurs haute précision de polluants atmosphériques. Son produit phare, un système pour mesurer des concentrations très faibles d'ammoniac, est en test chez des industriels du monde entier.

Elle s'inspire de l'anémone de mer. Ce petit animal au corps mou très sensible aux variations de son environnement. Anemon Sensors développe et conçoit des capteurs de mesure et d'analyse de l'air ambiant. Née il y a tout juste un an, sur les tables du laboratoire capteurs de l'IMT Nord Europe à Douai où elle est incubée, la spin-off a mis au point deux produits. Qu'elle adresse aux industriels, aux exploitations agricoles ou aux agences de surveillance de la qualité de l'air. Le premier est un système multi-capteurs portable autonome baptisé OEEIL (pour « outil d'évaluation de l'exposition individuelle ») capable de mesurer les polluants dans l'air ambiant ou intérieur. De l'ozone au dioxyde d'azote, en passant par le dioxyde de carbone ou encore les particules fines. Son second produit, voué à devenir le cœur de son activité, est AMON. Un capteur exclusivement dédié à la détection du gaz d'ammoniac. Et ce, à très faible concentration. Ce qui lui permet de se différencier de tous les autres capteurs d'ammoniac existants, souligne Marius Pascaud, Pdg et directeur de recherche d'Anemon Sensors. AMON serait en effet 100 fois plus sensible et nécessite 4 à 5 fois moins de maintenance. L'ingénieur en électronique est associé à Nathalie Redon, directrice tech-

ANEMON SENSORS À L'AFFÛT DU GAZ D'AMMONIAC INDUSTRIEL



nique, docteur en électronique et enseignante-chercheuse à l'école d'ingénieurs, ainsi qu'à Maxime Duymard, directeur financier de la deep-tech, ingénieur CentraleSupélec de formation. Pour se lancer, le trio a pu bénéficier de 25 K€ de HDFID, d'un prêt d'honneur de 32 K€ de Douaisis Initiative et, au national, de deux bourses Bpifrance, les French Tech Lab (83 K€) et French Tech Emergence (90 K€).

2,3 MILLIONS D'EUROS

Depuis fin 2025, Anemon Sensors est en phase de tests à l'échelle mondiale pour un an. Elle a mis en service une cinquantaine de capteurs AMON sur des exploitations agricoles et chez des industriels. Dont un fabricant de moteurs pour navires cargo en Suisse, et des industriels aux Etats-Unis, spécialisés dans les gaz frigorigènes pour entrepôts. « L'ammoniac sera de plus en plus utilisé par les industriels pour faciliter leur transition

écologique. Nous sommes les premiers au monde à proposer un capteur aussi précis et pointu. C'est un boulevard qui s'ouvre devant nous », assurent Nathalie Redon et Marius Pascaud. A terme, leur société proposera AMON à la vente. La jeune pousse vient de clore son premier exercice avec 60 K€ de chiffre d'affaires, réalisés via la vente de ses systèmes multi-capteurs OEEIL et un service de vérification des données relevées par lesdits capteurs. D'ici à 2027, la société pourrait quitter l'école pour s'implanter dans l'agglomération. Notamment pour accompagner la montée en cadence espérée de son outil de production. Ses dirigeants prévoient également le recrutement de trois personnes, chargées de superviser la future équipe production. Pour dérouler leur feuille de route, ils estiment avoir besoin de 2,3 M€, dont 1 M€ de subventions publiques et le reste levé auprès d'investisseurs privés ■ **Julie Kiavué**

**"C'EST UN BOULEVARD QUI S'OUVRE DEVANT NOUS"
NATHALIE REDON**



Proche.

Éco121 est le magazine de l'info éco des Hauts-de-France et de ses acteurs. Un journal 100% régional au contenu 100% régional.



Abonnez-vous en ligne
sur www.eco121.fr

1 AN 69€
EN KIOSQUE 7,50€

éco 121

LE MAGAZINE DES DÉCIDEURS
ÉCONOMIQUES DES HAUTS-DE-FRANCE

SIMAPTIC RÉANIME LA SIMULATION MÉDICALE

Tous les professionnels de santé ne sont pas préparés aux soins d'urgence. Fort de ce constat, Mehdi Imouladene, médecin réanimateur, s'intéresse d'un peu plus près au marché de la formation médicale. Le Valenciennois de 37 ans y découvre les simulateurs haute-fidélité. Des équipements prisés pour leur précision en médecine d'urgence, mais dont le prix (pouvant atteindre plusieurs centaines de milliers d'euros) freine l'acquisition. Résultat : « *rare sont les professionnels équipés, outre les centres de formation adossés à la trentaine de CHU de l'Hexagone* », estime Mehdi Imouladene.

En incubation à Eurasanté, il fonde Simaptic fin 2022 avec l'ambition de démocratiser la simulation médicale. L'année suivante, il rejoint la Plaine Images à Tourcoing pour poursuivre le développement de son projet au côté du laboratoire de recherche SCALab, entre autres. Après deux ans et demi de R&D, le Nordiste aboutit à un kit composé d'un casque de réalité virtuelle, d'une tablette et

La jeune pousse lilloise a mis au point un système de simulation immersif, plus compact et accessible que les solutions historiques du marché. Elle vise les 2 M€ de ventes à horizon deux ans, en partie à l'export.



d'un gilet intelligent bardé de capteurs, fabriqué par une Pme roubaisienne tenue secrète. Adapté à la morphologie d'un mannequin de formation, le dispositif de Simaptic - commercialisé depuis l'été dernier - est quatre fois moins cher qu'une solution standard existante, avance le dirigeant fondateur. Il évalue le potentiel de déploiement au national à 2 millions de professionnels et 500 000 établissements publics et privés. Voire au-delà puisque « *dans une dizaine d'années, tout professionnel de santé aura à valider des heures de simulation* », prophétise le dirigeant.

INTERNATIONAL

Grâce à son innovation de rupture (trois demandes de brevets en cours), Simaptic a bénéficié d'un prêt de 60 K€ de la part de Hodefi et d'une dotation de 90 K€ de Bpifrance. Fin 2025, la société a bouclé son tout premier tour de table à hauteur de 450 K€ auprès de la Bpi (pour moitié) et de business angels, principalement issus du secteur santé. Objectif : accélérer le développement commercial en France, mais aussi à l'export.

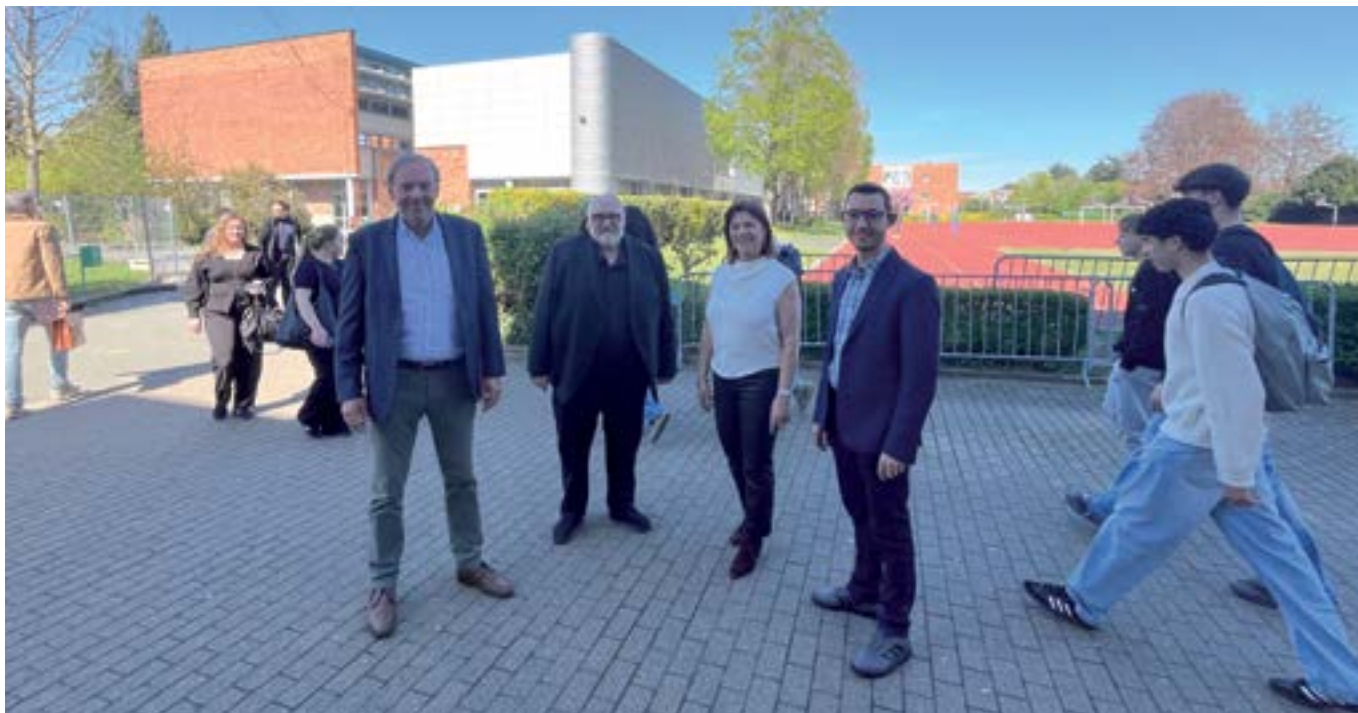
En février dernier, Mehdi Imouladene a signé un accord de distribution avec le fournisseur français d'équipements médicaux Medicaem. Avec qui il cible dès cette année une arrivée en Belgique et au Luxembourg, avant d'envisager l'Afrique francophone. L'entreprise de six salariés, table sur 500 K€ de chiffre d'affaires en fin d'année, puis 2 M€ d'ici à 2028 dont 20% à l'export. Mehdi Imouladene lorgne également le marché américain dès début 2029, aidé d'une nouvelle levée de fonds

■ Jonathan Blanchet



A DOUAI, UNE PASSERELLE DU LYCÉE VERS L'ENTREPRISE

L'association C'Possible pilote une démarche d'accompagnement des jeunes vers l'entreprise. Nous l'avons suivie dans un atelier organisé avec la société Indelec à Douai.



Nous sommes au lycée Elisa Lemonnier de Douai en ce 8 avril. Plus précisément dans une classe de 1ère option électricité (et pas une seule fille à l'horizon dans cette classe de 26...). Pas de cours classique cet après-midi mais des ateliers pratiques pour apprendre à proposer sa candidature pour trouver un stage en entreprise et à passer un entretien. L'originalité est que les ateliers sont portés par cinq salariés volontaires d'une entreprise voisine, le leader des paratonnerres Indelec (350 salariés, 60 M€ de CA), en lien avec l'association C'Possible, et bien sûr avec le soutien de l'Education nationale. Une opération née grâce à l'engagement du professeur principal, Vincenzo Vullo. Ce prof de maths-physique-chimie a œuvré 10 ans en Seine Saint-Denis, où il a mené des opérations avec la Fondation KPMG, avant de rejoindre Douai, sa terre d'origine. Isabelle Bonduelle, déléguée régionale de l'association, interroge les jeunes sur les comportements idoines pour un entretien en entreprise. « *Arri-*

ver à l'heure », lui répond un lycéen. « *Arriver à l'heure, c'est déjà être en retard !* », sourit-elle. Travail sur le CV, la lettre de motivation, les codes de langage ou de comportement... : autant de clés d'entrée que les jeunes ne maîtrisent pas de façon innée tout comme leur absence de réseaux. D'où l'intérêt de les guider, pour faciliter le moment venu leur insertion dans la vie active. Mais aussi dans l'immédiat pour trouver un stage. « *Tous les lycéens cherchent des stages en même temps. L'important est d'être meilleur que les autres* ». « *Il y a des codes qu'il convient de respecter* », complète le proviseur du lycée Pascal Dupuich.

IMMERSION

« *Bien sûr, nous recevons beaucoup de candidatures spontanées. Mais nous pensons que c'est important en termes de responsabilité sociale et territoriale d'aider ces jeunes à être plus efficaces dans leur recherche de stage* », décrypte Arnaud Lefort, dirigeant de l'entreprise familiale Indelec.

De g. à d. : Arnaud Lefort, Indelec, Pascal Dupuich, proviseur, Isabelle Bonduelle, C'Possible et Vincenzo Vullo, Professeur principal

"NOUS PENSONS QUE C'EST IMPORTANT EN TERMES DE RESPONSABILITÉ SOCIALE ET TERRITORIALE D'AIDER CES JEUNES À ÊTRE PLUS EFFICACES DANS LEUR RECHERCHE DE STAGE"
ARNAUD LEFORT

Une entreprise qui se fait fort tous les ans d'aller au contact des enseignants, de les accueillir sur le site de production pour une immersion d'un ou deux journées. C'Possible existe depuis 17 ans et développe le mentorat comme les ateliers. Mais depuis deux ans, l'association a développé dans notre région le « *triangle des possibles* », qui conjugue les mondes de l'entreprise et de l'école avec l'appui de l'association. Dans le Douaisis, plusieurs entreprises sont bien engagées auprès des écoles comme Auddicé, ICTDP, TW Ingénierie ou encore OP Mobility. L'ambition de l'association est de davantage mailler les bassins d'emplois. Une démarche similaire devrait être déployée prochainement du côté de Maubeuge. « *L'association est déjà présente sur 7 régions. L'objectif de l'Education nationale est de couvrir tout le territoire national* », indique Isabelle Bonduelle. Chaque année, C'Possible sensibilise pas moins de 25 000 jeunes dans l'Hexagone, avec ses 600 bénévoles ■ **François Prillieux**

KPMG et Nord France Invest ont réalisé entre avril et septembre 2025 une enquête qualitative auprès de douze entreprises à capitaux étrangers basées en région, pour analyser leur impact sur le territoire. Tout au long de l'année, Eco121 publiera les témoignages de ces entreprises pour en décrypter le modèle de développement et d'interaction territoriale.

Un partenariat
KPMG

**NORD
FRANCE
INVEST**
HAUTS-DE-FRANCE REGION

éco 121

ALTIMANCE : UN PARI TERRITORIAL ASSUMÉ ET RÉUSSI



Le groupe britannique Rigby, du nom de son fondateur Sir Peter Rigby, a fait le choix en 2017 de s'implanter dans le Valenciennois, à Anzin. Ce groupe majeur outre-Manche dans le secteur de l'IT (4,5 mds€ de chiffre d'affaires, 8 000 salariés), cherche alors à réinventer son modèle de support informatique et d'assistance à distance. Et c'est à partir d'une feuille blanche, et du transfert d'une activité installée en Roumanie au profit du client Adecco, que le projet nordiste voit le jour. Il s'agit alors de conforter la chaîne de valeur, d'élever le niveau de service, tout en apportant une réponse française à une clientèle majoritairement nationale. Le site de Valenciennes, une ancienne friche industrielle Vallourec transformée en pôle d'excellence numérique (parc des Rives Créatives), l'a emporté sur d'autres options à Montpellier

et en Auvergne. Grâce à la présence d'écoles et d'université, l'existence d'un bassin d'emploi profond mais aussi la démarche du territoire de se développer résolument dans le secteur de l'IT, avec un accompagnement technique et immobilier, mais aussi en termes de ressources humaines. Car l'enjeu était de recruter pas moins de 200 personnes en trois ans. Un vrai défi, gagné avec l'appui de France Travail et la mise en place de formations *ad hoc* de 3 mois. Altimance continue depuis à recruter très largement, en puisant notamment dans le vivier de personnes en reconversion ou des publics éloignés de l'emploi.

Une approche inclusive qui s'est traduite en 2022 par la création d'une nouvelle structure spécialisée, E-Altimance. Il s'agit d'une entreprise adaptée qui emploie en ce début 2026, 39 per-

sonnes, dont au moins 55% en situation de handicap. Le site nordiste compte, en avril 2026, 244 salariés dans ses deux entités.

STRUCTURE AGILE

Altimance, devenue en huit ans une brique importante de l'écosystème numérique du Valenciennois, joue aussi un rôle de laboratoire d'innovation au sein du groupe Rigby. « *Le modèle RH déployé ici est devenu un marqueur fort au sein du groupe Rigby. Nous sommes une structure agile, sans infrastructure locale, capable d'opérer en situation de nomadisme depuis l'origine de notre implantation* », décrypte Antony Logez, directeur d'Altimance et E-Altimance (photo). Ainsi les recrutements s'attachent davantage à la personnalité et à l'appétence, et ont recours à des dispositifs comme la POE (préparation opérationnelle à l'emploi) qui permettent de former des profils éloignés des métiers du support informatique. Les salariés, recrutés en CDI, bénéficient également d'une organisation en télétravail. La société bénéficie aussi d'une cooptation significative qui concerne près d'un tiers des embauches. Une recette made in Valenciennes qui explique sans doute un taux de turnover de l'ordre de 15%, bien plus faible que dans la profession.

Altimance a encore du potentiel de développement avec ses 300 positions de travail. De quoi potentiellement monter à 450 collaborateurs grâce au télétravail, imagine même Antony Logez, qui souhaiterait que le territoire développe davantage son écosystème pour atteindre une vraie masse critique en matière de souveraineté numérique. Mieux, il se dit prêt à jouer les ambassadeurs du territoire pour attirer d'autres acteurs de l'IT. A bon entendeur !

PAUL TOIMEM

LÉA CANETTE

LE RAMASSEUR

SA CANETTE

SON COMBAT



**ON NE
LÂCHÉ
RIEN!**

Ramasser

ses déchets : un rôle

que chacun peut jouer.

SEULS LES EMBALLAGES ET PAPIERS VONT DANS LES BACS DE TRI



ÊTES-VOUS RÉELLEMENT PRÊT À VENDRE VOTRE ENTREPRISE ?

DAVID DELBERGUE ET SYLVAIN CROSNIER
BANQUIERS CONSEIL FUSION - ACQUISITION

Selon une enquête Bpifrance Le Lab réalisée en 2025, 40 % des dirigeants de TPE, PME et ETI prévoient de vendre leur entreprise dans les cinq prochaines années. Peu d'entre eux y sont vraiment préparés : lorsque l'horizon de cession dépasse un an, les deux tiers déclarent n'en être qu'au stade de la réflexion.

Peut-être vous posez-vous également cette question. Cette décision est lourde de sens et comporte souvent une forte dimension affective. Vous y avez mûrement réfléchi, il a fallu vous y préparer, parfois vous y résoudre, définir un nouveau projet professionnel ou personnel, et ajuster votre organisation patrimoniale pour le servir. Aujourd'hui, vous pensez pouvoir franchir le pas.

Cette phase de préparation personnelle est primordiale mais insuffisante.

Vous êtes enfin prêt à vendre votre entreprise. Pour autant, votre entreprise est-elle prête à la cession ?

En réalité, votre agenda personnel coïncidera rarement avec la temporalité de l'entreprise et, encore moins, avec celle du marché. De même qu'il faut

anticiper son organisation patrimoniale, il faut préparer l'entreprise à la transmission.

Il s'agit de la structurer pour qu'elle puisse fonctionner sans vous, ce qui touche potentiellement tous les aspects de son organisation. Quelques exemples :

C'est d'abord un enjeu de ressources humaines : quel est votre rôle dans l'entreprise ? Celui de vos proches collaborateurs ? Votre départ remet-il en cause sa pérennité ? Avez-vous réussi à fidéliser vos équipes clés ?

Le sujet est aussi commercial : quelle est la solidité des relations avec les clients ? Le repreneur doit être rassuré sur leur continuité après votre départ. Les relations sont-elles équilibrées, ou existe-t-il une dépendance vis-à-vis de certains comptes ?

Autre point, les moyens techniques : un investissement trop récent risque de grever la valorisation. Ses bénéfices ne seront pas encore matérialisés, tandis que la dette correspondante viendra se soustraire à la valeur des titres. L'horizon de cession doit être cohérent avec le cycle d'investissement. Ce ne sont là que les questions les plus courantes. D'autres probléma-

tiques devront parfois être traitées en amont : sécurisation de la propriété intellectuelle, scission d'activité, réorganisation du schéma de détention de l'immobilier...

Loin de l'habillage, ces orientations structurantes ne se limitent pas seulement au projet de cession mais elles guident vos décisions stratégiques. Ainsi, elles doivent s'inscrire dans la durée

pour céder dans les meilleures conditions humaines et matérielles.

Viendra ensuite le temps de la présentation du projet de cession dont la clarté découlera directement de la qualité du travail préparatoire et idéalement des due diligences conduites en amont par un auditeur.

À cet instant seulement, vous serez réellement prêt. Le processus pourra démarrer. Des obstacles subsisteront, mais c'est avant tout l'anticipation qui déterminera la réussite de votre projet.



"LA PHASE DE PRÉPARATION PERSONNELLE EST PRIMORDIALE MAIS INSUFFISANTE"

Depuis plus de dix ans, l'expérience m'a conduit à observer (et à vivre aussi) que, contrairement à ce que l'on pourrait naturellement penser la codirection est non seulement possible mais aussi particulièrement puissante ! Ceci nécessite évidemment de respecter certains principes fondamentaux :

Des valeurs communes fortes : le socle repose sur le respect, l'écoute active, l'humilité, la confiance et des egos bien dimensionnés. Ceci permet d'accueillir les divergences comme des forces, d'exprimer ses convictions sans peur d'être jugé et la certitude que tous les chemins sont envisagés avant de prendre une décision. Cela permet aussi d'être complètement soi-même et de tout dire !

• **Ne jamais nier les désaccords :** les divergences, loin d'être des obstacles, sont une richesse, car elles poussent à se remettre constamment en cause et à explorer des solutions plus créatives. Mais pour que cela fonctionne, malgré les différences de personnalité, il faut cultiver une confiance mutuelle et un cadre où

chacun peut exprimer ses doutes.

• **Accepter les différences :** il est normal de ne pas toujours être aligné, mais cela devient une opportunité quand on reste ancré dans l'humilité et l'envie de faire grandir l'entreprise.

• **Organisation souple :** les rôles ne sont pas rigides. Ils s'ajustent selon les compétences, les appétences et les situations. Cette flexibilité permet de surmonter les périodes complexes sans crispation et avec agilité.

• **Communication transparente et régulation :** les échanges informels, chaque matin par exemple, et les débriefings hebdomadaires sont des piliers. Ils permettent d'exprimer

PASCALINE DE RUYVER-CATRICE
DIRIGEANTE QUINTESSENS – CABINET DE COACHING

DIRECTION À DEUX TÊTES : MISSION IMPOSSIBLE ?



"LES DIVERGENCES, LOIN D'ÊTRE DES OBSTACLES, SONT UNE RICHESSE"

ses doutes et ses difficultés, mais aussi de se soutenir. L'un régule l'autre ; quand l'un vacille, l'autre remonte le moral, relativise un stress ou débloque une situation.

Ainsi, cette approche, patiente et équilibrée, permet de traverser les tensions et, au bout du compte, de renforcer à long terme le développement de l'équipe et de l'entre-

prise. Là où la logique de compétition entre les deux dirigeants l'aurait fragilisée, c'est dans cette humilité et ce respect que réside la capacité à renforcer, à long terme, la robustesse de l'équipe et de l'entreprise.

En conclusion, j'ajoute cette phrase qui me parle beaucoup « *Seul on va plus vite, à deux on va plus loin* » !

Et j'en profite pour remercier (en toute discrétion) mon cher associé, avec

qui je forme ce duo professionnel depuis douze ans avec un immense plaisir ! ■

Malgré un cadre juridique déjà dense, les inégalités salariales persistent. En cause, une opacité encore trop fréquente des politiques de rémunération, qui fragilise l'application du principe d'égalité... et alimente les contentieux.

Avec la directive européenne du 10 mai 2023 (2023/970), l'Union européenne entend franchir un cap. Son ambition est claire : rendre effective l'égalité salariale en imposant une transparence accrue au sein des entreprises.

Sa transposition en droit français est attendue d'ici le 7 juin 2026. Si le calendrier reste encore incertain - le Ministère du Travail évoquant déjà un possible report de certaines mesures à 2027 -, une chose est sûre : les entreprises ont tout intérêt à s'y préparer dès maintenant.

Au cœur du dispositif, un principe clé : la comparaison entre postes de valeur équivalente.

Justification des écarts de rémunération, mention des salaires dans les offres d'emploi, interdiction de se fonder sur le salaire antérieur... Toutes ces obligations reposent sur une étape préalable incontournable : définir précisément ce qui constitue un travail égal ou de valeur comparable.

JUSTINE HADDOUCHE
JURISTE EN DROIT SOCIAL – KPMG

RÉMUNÉRATIONS : FAIRE DE LA TRANSPARENCE UN LEVIER DE CONFIANCE ET DE PERFORMANCE

Cet exercice, loin d'être théorique, suppose de s'appuyer sur des critères objectifs — compétences, responsabilités, conditions de travail — et de formaliser une classification des emplois, via un accord collectif ou une décision unilatérale. Un chantier structurant pour les organisations. La directive introduit également un nouveau standard en matière d'information des salariés.

Les entreprises devront communiquer des données sur les niveaux de rémunération moyens, par catégorie de postes, en distinguant femmes et hommes. En cas d'écart, elles devront être en mesure de le justifier.

Cette exigence de transparence marque une rupture : les politiques salariales ne pourront plus reposer sur des pratiques implicites ou discrétionnaires. Elles devront être lisibles, objectivées... et défendables.

Face à ces nouvelles obligations, une simple mise en conformité ne suffira

pas. Les entreprises devront engager un véritable travail de fond : audit des écarts de rémunération, clarification des référentiels métiers, formalisation des critères d'embauche et d'évolution salariale. Le dialogue avec les représentants du personnel sera, dans bien des cas, un levier clé pour sécuriser ces transformations. Bonne nouvelle toutefois : cette démarche n'interdit pas la différenciation salariale. Elle l'encadre. À

condition que les écarts soient cohérents, objectifs et justifiables.

Réduire cette réforme à une obligation réglementaire serait une erreur.

Elle constitue aussi une opportunité : celle de renforcer la cohérence interne, de professionnaliser les pratiques RH et de redonner du sens aux politiques de rémunération.

À condition de l'anticiper. Et surtout, de la considérer non comme une contrainte supplémentaire, mais comme un véritable levier de transformation — et de motivation — pour les équipes. ■



"CETTE EXIGENCE DE TRANSPARENCE MARQUE UNE RUPTURE : LES POLITIQUES SALARIALES NE POURRONT PLUS REPOSER SUR DES PRATIQUES IMPLICITES OU DISCRETIONNAIRES"

PHILIPPE LARIVIERE

AVOCAT ASSOCIÉ BIGNON LEBRAY, RESTRUCTURATION - ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

LE BAILLEUR FACE AU DÉPÔT DE BILAN DE SON LOCATAIRE COMMERCIAL

Les créanciers sont de manière générale assez mal lotis face à la faillite (sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire) de leur cocontractant, avec notamment l'obligation de déclarer leurs créances au passif de leur débiteur et celle de devoir poursuivre leurs relations commerciales avec ce dernier malgré les impayés subis. La situation du bailleur est, à cet égard, encore moins enviable. En effet, l'arriéré locatif fait habituellement l'objet, à l'initiative du bailleur, d'une procédure en référé visant à faire constater l'acquisition de la clause résolutoire, après délivrance d'un commandement de payer demeuré sans suite pendant un mois. Or, une telle procédure n'est pas considérée comme une instance en cours au sens des textes et, même engagée avant le dépôt de bilan du locataire, elle est vouée à l'échec si elle n'a pu donner lieu à une décision définitive avant cette date. Par ailleurs, à la différence des autres cocontractants, le

Code de commerce fait interdiction au bailleur de prendre la moindre initiative pendant trois mois à compter de l'ouverture de la procédure collective de son locataire. Ce dernier a certes l'obligation de reprendre le paiement de ses loyers et charges dès après l'ouverture de la procédure, mais durant cette période les droits du bailleur sont neutralisés, ce qui offre de fait au locataire une forme de franchise. Quelques points de vigilance sont à signaler pour préserver les droits du bailleur. Initier le contentieux dès les premiers signes de difficulté, pour maximiser les chances d'obtenir une décision de résiliation définitive opposable. En cas d'ouverture d'une procédure, déclarer au pas-

sif les charges locatives antérieures non encore liquidées, sur la base d'une évaluation, sous peine qu'elles soient définitivement perdues et ne puissent, en cas de résiliation du bail, venir se compenser avec le dépôt de garantie à restituer à la liquidation. Enfin, et surtout, continuer à facturer

et surveiller le paiement des loyers et charges dus postérieurement à l'ouverture de la procédure, puis saisir sans délai le juge-commissaire après trois mois d'impayés, afin de faire constater la résiliation de plein droit du bail. Restera ensuite à obtenir résoudra la question du mobilier demeuré dans les locaux et obtenir leur restitution auprès du liquidateur, ce qui peut générer des délais importants et un préjudice difficilement indemnisable si le bailleur n'est pas proactif ■



"LE CODE DE COMMERCE FAIT INTERDICTION AU BAILLEUR DE PRENDRE LA MOINDRE INITIATIVE PENDANT TROIS MOIS"

BRUNO PLATEL

AVOCAT ASSOCIÉ - CAPSTAN AVOCATS

TRAVAIL DU 1ER MAI : UNE RÉFORME IMPOSSIBLE ?

Si le code du travail prévoit 11 jours fériés, le 1er mai, consacrant la fête du travail, est historiquement un jour obligatoirement chômé. L'article L3133-4 du code du travail est on ne peut plus clair : Le 1er mai est jour férié et chômé.

Toute violation de cette interdiction est pénalement sanctionnée par une amende de 4ème classe, soit 750 € par salarié.

Pour autant, le code du travail identifie une dérogation au chômage des jours fériés pour les entreprises qui « en raison de la nature de leur activité, ne peuvent interrompre le travail ». En l'absence de texte réglementaire identifiant une liste des catégories d'établissement qui seraient bénéficiaires d'une telle dérogation de droit (comme c'est le cas pour le travail du dimanche), les entreprises sont confrontées à des difficultés d'interprétation.

C'est dans ce cadre imparfait que certaines pratiques ont vu le jour d'une ouverture de commerces le 1er mai parmi lesquels historiquement les restaurants dont le cas a donné lieu

à plusieurs réponses ministérielles validant une autorisation d'ouvrir le 1er mai et d'employer des salariés dont la portée est toutefois relative.

En réaction à des contrôles de l'inspection du travail visant en dernier lieu les fleuristes ou les boulangeries ayant abouti à des procès-verbaux d'infraction et des condamnations, une proposition de loi avait été adoptée par le Sénat le 3 juillet 2025.

L'annonce de son examen à l'Assemblée Nationale a donné lieu à l'expression d'une opposition entre les partisans d'une réforme visant à encadrer les dérogations et ceux favorables à un *statu quo* parmi lesquels les organisations syndicales craignant les dérives d'un élargissement progressif des dérogations à d'autres commerces que les boulangers et les fleuristes et

mettant en avant la portée limitée de l'exigence du volontariat.

Au final, le Gouvernement a renoncé à convoquer la commission mixte paritaire et donc à l'adoption de ce texte. En lieu et place d'une réforme visant à sécuriser les entreprises et à tenir

compte de l'opinion des salariés, en majorité favorables au travail du 1er mai, est annoncée une instruction sans valeur contraignante qui serait donnée aux services de l'Etat visant à ne pas verbaliser les fleuristes et les boulangeries. On peut craindre que cette instruction conduise au contraire à de nouveaux contrôles le 1er mai 2026 et à de nouvelles sanctions !

La conclusion, que l'on espère provisoire de cette réforme avortée, c'est qu'il est probablement préférable de compter sur le dialogue social pour envisager les réformes sociales futures ■



"ON PEUT CRAINDRE QUE CETTE INSTRUCTION CONDUISE AU CONTRAIRE À DE NOUVEAUX CONTRÔLES ET À DE NOUVELLES SANCTIONS"

éco 121

1 AN
69€

La référence de l'info éco dans les Hauts-de-France

- L'actu éco des Hauts-de-France à 360°
- Une information sûre, sérieuse et indépendante
- Une connaissance en profondeur de l'économie régionale
- La parole donnée aux acteurs de la vie économique

Retrouvez-nous chaque mois, mais aussi en fil continu sur notre site web www.eco121.fr

ADONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR WWW.ECO121.FR !

03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de 69€
- 2 ans (20 n°) au prix de 109€

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM _____ PRÉNOM _____
SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____ TÉL. _____
E-MAIL _____



éco 121
ECOPRESSE - PARC RIVÉO
300 RUE DE LILLE
59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE



FOLK À VIF

Le chanteur britannique Charlie Winston investira la scène d'Oignies le 21 mai avec son univers mêlant folk et rock. Entre introspection tirée de son album « As I Am » et énergie scénique communicative, l'artiste promet un concert aussi intime que puissant. Un show généreux, porté par un performer habitué aux salles combles.

Au Métaphone du site minier 9-9bis

Tarifs : 30€ (réduit : 27€)

Infos et billetterie sur 9-9bis.com



ÉCLATS SYMPHONIQUES

Début mai, l'Orchestre de Douai proposera un programme riche entre classicisme et création. De Luigi Cherubini à Hector Berlioz, jusqu'à la création contemporaine de Philippe Chamouard, la soirée dirigée par Arie van Beek promet intensité et découverte. Une traversée musicale portée par la soprano Sandrine Buendia.

Jeudi 7 mai à 20h30

Auditorium Henri Dutilleux à Douai

Tarifs : de 9€ à 25€

Billetterie sur www.orchestre-douai.fr

DESIGN CARBONE

Jusqu'à fin mai, le musée du Centre Historique Minier réunit designers et artistes internationaux autour d'une matière au cœur des enjeux climatiques, le charbon. Entre mémoire industrielle et expérimentations contemporaines, l'exposition « Au charbon ! Pour un design post-carbone » interroge nos modes de production et imagine des alternatives durables. Une réflexion engagée, entre héritage minier et futur écologique.

Jusqu'au 25 mai. Tous les jours de 9h à 19h

Tarif : 14,50€ (réduit : 8,50€)

Infos sur www.chm-lewarde.com ou au 03 27 95 82 82





RUINES PARLANTES

A partir du 11 avril, le centre d'Histoire du Mémorial 14-18 accueille « Silence après l'impact ». L'expo explore la puissance des images de ruines comme témoins des conflits, de la Première Guerre mondiale à aujourd'hui. Archives et regards contemporains interrogent la portée documentaire, esthétique et politique de ces paysages dévastés. Une réflexion saisissante sur ce que la photographie révèle, et transforme, de la mémoire des guerres.

Jusqu'au 12 juillet à Souchez

Entrée libre

Billetterie et infos :

03 21 74 83 15 -

memorial1418.com



RÊVES D'ORIENT

L'expo « Par-delà les Mille et Une Nuits. Histoires des orientalismes » déploie près de 300 chefs-d'œuvre au Louvre-Lens. Elle retrace les échanges entre Orient et Occident, du Moyen Âge à aujourd'hui. Objets d'art, récits et imaginaires révèlent une histoire faite de fascination, de circulations et de malentendus. Un voyage érudit et sensible au cœur des représentations de l'ailleurs..

Jusqu'au 20 juillet

Tous les jours, sauf le mardi. De 10h à 18h

Tarifs : 12€/6€

Billetterie et infos sur www.louvreens.fr

CHINE PROJÉTÉE

A Dunkerque, au Frac Grand Large, « Slide/Show » explore le rôle clé de la projection photographique dans l'émergence de l'art contemporain chinois. Entre installations, archives et diapositives, l'exposition retrace les mutations artistiques de l'après-Révolution culturelle à l'avant-garde des années 1980. Un parcours inédit et éclairant sur une scène encore méconnue en Europe.

A découvrir jusqu'au 30 août Du mercredi au dimanche. De 14h à 18h

Tarifs : 8€/4€ - Infos sur www.fracgrandlarge-hdf.fr - www.institut-photo.com

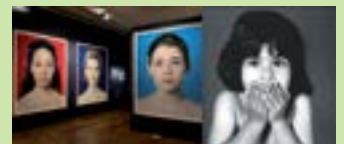
© Wang Wei

ANGE TROUBLANT

Avec « Tout ange est terrible », l'artiste belge Marie-Jo Lafontaine déploie un univers puissant où se mêlent images monumentales, vidéos et photographies au Musée de Flandre à Cassel. Entre fascination et inquiétude, ses œuvres interrogent la violence du monde, le corps et les mythologies contemporaines. Une exposition immersive, à la fois esthétique et dérangement, qui marque durablement le regard.

Jusqu'au 27 septembre - Fermé le lundi. De 10h à 18h - Tarifs : 8€/6€

Billetterie et infos : 03 59 73 45 59 - museedeflandre.fr



© Studio Lafontaine

Le goût d'ECO121

ECO121 VOUS EMMÈNE RÉGULIÈREMENT AVEC DIDIER NICOLAS À LA DÉCOUVERTE DE NOS BELLES TABLES RÉGIONALES. CE MOIS-CI, L'ARBRE, À GRUSON.



L'Arbre : Un petit coin de paradis gourmand dans l'enfer du Nord

Nous l'avons connu au 180 à Tourcoing, formule bistrot, puis à la Laiterie à Lambersart, à laquelle il a donné ses lettres de noblesse, formule gastronomique ; après quelques années à Madagascar, il reprend Les Toquées, sur les bords de la Deûle, avec quelques chambres, dont les hôtes se souviennent des petits déjeuners ; après une année sabbatique, le voici à Gruson, sur la route pavée du Paris-Roubaix, à L'Arbre auquel il donne une nouvelle vie.

A chaque étape, dans des styles différents, et toujours avec un brio approprié, sans les préciosités et tics de la mode, Benoît Bernard, dit Ben, fantasque bien plus classique qu'il n'y paraît, sert une cuisine juste et enthousiaste qui convainc les amateurs de bonne chère.

La célèbre maison de brique a aussi connu plusieurs vies, de bistrot de campagne à gastro ; la grande salle claire aux murs gris, ouverte sur le majestueux frêne de la terrasse, est meublée de tables espacées en bois clair garnies de bonzai et de fauteuils confortables (mais un peu bas), Ben y déploie un style « bistrot de luxe à prix sages » autour d'un menu à 31€ midi et soir com-

prenant au choix 2 entrées, 2 plats, 2 desserts, renouvelé chaque semaine et d'une courte carte au gré du marché, avec toujours de vrais amuse-bouche pour mettre en appétit, tels que léger croque-monsieur, houmous parfumé, fines charcuteries de chez Ospital.

En entrée, lors de notre visite, il y avait salade de poulpe (espagnol) et petites saucisses, et un carpaccio farci de champignon crémé, mayonnaise au parfum de poivron, d'autres fois ce fut œuf parfait en meurette ou salade de raie aux agrumes. Pour suivre, joues de porc en carbonade avec morilles de haute volée, et pavé de lieu sous céleri aux herbes en vinaigrette particulièrement seyant avec une mousseline de céleri et livèche un peu légère. En guise de fromage, une petite flamiche au maroilles d'un fin caractère vaut la tentation. La pavlova aux agrumes de belle et bonne facture et un cookie aux noix terminaient l'aven-

ture avec satisfaction. A la carte les asperges hollandaises, l'œuf parfait aux morilles, les ravioles de langoustine, et la cassolette de ris et rognons de veau, vin jaune et morilles, ou l'agneau de lait, truffes, et mousseline d'artichaut étaient tout aussi tentants.

Benoît Bernard aime son métier et se plaît à satisfaire ses hôtes. Les Belges voisins l'ont bien compris. Pain de l'excellent Alex Croquet. Quant aux vins, la carte est riche, les propositions au verre, servi sans compte-gouttes, sont telles qu'elles vous font apprécier des vins que vous n'auriez pas choisis.

Le service discret est efficace.

La réservation nécessaire ■

Didier Nicolas

L'Arbre,
1 pavé Jean-Marie Leblanc
59152 Gruson
Tél : 33(0)3 20 79 55 33
contact@larbre.com
www.larbre.com
déjeuner mardi-dimanche
dîner mercredi-samedi





MAISON PRÉVOST

L'EXIGENCE D'UN CHEF, AU SERVICE DE VOS MOMENTS PROFESSIONNELS

À Douai, la Maison Prévost est avant tout une histoire de passion et de précision, portée par le Chef Jérôme Prévost et ses équipes.

Une vision exigeante de la gastronomie, où chaque détail compte, où chaque assiette raconte quelque chose.

Cette signature s'exprime à travers deux univers complémentaires :

La Table des Échevins, restaurant gastronomique distingué au Guide Michelin depuis trois années consécutives, véritable vitrine du savoir-faire du Chef et le **Boterzing**, table bistronomique plus libre et conviviale, pensée pour des moments de partage.



Mais la Maison Prévost ne se limite pas à ses restaurants.

Elle accompagne aujourd'hui les entreprises dans leurs **moments clés**, avec une approche sur mesure, à la fois rigoureuse et profondément humaine.

Recevoir des collaborateurs, marquer un rendez-vous important, créer du lien avec des clients ou fédérer une équipe... Derrière chaque événement, il y a un enjeu. La Maison Prévost l'a bien compris, et met tout en œuvre pour transformer ces instants en expériences justes, fluides et marquantes.

Au sein de ses espaces comme en entreprise, le Chef et ses équipes apportent la même exigence : celle du geste précis, du produit maîtrisé, du service attentif.

Séminaires, réunions, petits-déjeuners d'affaires, repas de direction ou événements clients : chaque format est pensé dans son ensemble, pour libérer les dirigeants des contraintes organisationnelles et leur permettre de se concentrer sur l'essentiel.

La Maison se distingue également par sa capacité à se déplacer hors de ses murs. Le Chef vient à vous, avec ses équipes, pour recréer une expérience gastronomique complète, directement en entreprise ou à domicile. Une manière unique d'apporter du sens et de l'impact à un moment professionnel.

Faire appel à la Maison Prévost, c'est choisir bien plus qu'un lieu ou une prestation.

C'est s'appuyer sur une maison indépendante, engagée, qui met son exigence au service de vos enjeux - avec une conviction forte :

les moments professionnels qui comptent, méritent d'être vécus avec justesse, attention... et émotion.



Dans l'ambiance chaleureuse d'un décor industriel, découvrez la cuisine bistronomique raffinée du Boterzing. Pour vos déjeuners d'affaires, venez surprendre vos papilles dans un cadre chic à la Table des Echevins.

1/3

Quand on est la banque
d'une PME sur trois,
on est forcément acteur
de l'économie locale.



Construisons pour que le monde bouge.